



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA
MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS

N°R02-2016-057

PUBLIÉ LE 5 JUILLET 2016

Sommaire

ARS

R02-2016-06-16-005 - CH MARIN - Arrêté activité AVRIL 2016 (3 pages)	Page 3
R02-2016-06-30-010 - CHILBP-arrêté Tarif journalier EX 2016 (2 pages)	Page 7
R02-2016-06-30-012 - Clinique de la Tour (2 pages)	Page 10
R02-2016-06-23-002 - FIR 2016 - CH MARIN (2 pages)	Page 13
R02-2016-06-23-003 - FIR 2016 - CH St Esprit (2 pages)	Page 16
R02-2016-06-23-001 - FIR 2016 - CHMD (2 pages)	Page 19
R02-2016-06-23-005 - FIR 2016 - CHNC (2 pages)	Page 22
R02-2016-06-23-004 - FIR 2016 - CHUM (2 pages)	Page 25
R02-2016-06-23-006 - FIR 2016 - Clinique St Paul (2 pages)	Page 28
R02-2016-06-30-011 - GCS SIS Mque - arrêté 121 du 30 06 16 (2 pages)	Page 31

DAAF

R02-2016-06-27-003 - arrêté attribuant l'habilitation sanitaire de Madame Maude POTIER (2 pages)	Page 34
R02-2016-07-01-002 - Arrêté portant abrogation de l'arrêté préfectoral n°2012-081-002 du 21/03/2012 relatif à l'interdiction d'introduction de ruminants en Martinique au vu de l'extension du virus de Schmallenberg en Europe (1 page)	Page 37

DEAL

R02-2016-06-07-043 - APAUT n°2016060016 - Portant autorisation d'exploiter par le SMTVD un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux sur le parc technologique et environnemental de la Trompeuse situé à Fort-de-France. (39 pages)	Page 39
R02-2016-06-30-009 - Arrêté portant modification à l'organisation de la DEAL de la Martinique (9 pages)	Page 79

DIRECTION DE LA MER DE LA MARTINIQUE

R02-2016-06-30-002 - Arrêté au bénéfice de la société RIS'K (2 pages)	Page 89
R02-2016-06-30-001 - Arrêté de renouvellement d'AOT au profit de M (4 pages)	Page 92
R02-2016-07-01-001 - Arrêté portant modification de la DM Martinique (4 pages)	Page 97

ARS

R02-2016-06-16-005

CH MARIN - Arrêté activité AVRIL 2016

*Centre hospitalier du Marin : arrêté ARS N° 2016-100 fixant le montant des ressources
d'assurance maladie dû au titre de l'activité déclarée au mois d'AVRIL 2016*

Arrêté ARS N° 2016 - 100
Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au
Centre Hospitalier du MARIN au titre de l'activité déclarée au mois
D'AVRIL 2016

EXERCICE 2016

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de la MARTINIQUE

CH DU MARIN

FINESS N° 97 020 215 6

Exercice 2016

- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- VU** la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006, notamment son article 46 ;
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** le code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié (par arrêté du 18 août 2012) relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurances maladie mentionnées à l'article L.174-1 CSS ;
- VU** l'arrêté du 23 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 4 mars 2016 fixant pour l'année 2016 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;

.../..

- VU l'arrêté du 4 mars 2016 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologique ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- VU l'arrêté du 4 mars 2016 fixant pour l'année 2016 les paramètres d'application du mécanisme de dégressivité tarifaire prévus par l'article R.162-42-1-4 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 4 mars 2016 fixant pour l'année 2016 la valeur du coefficient mentionné au I de l'article L.162-22-9-1 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R.162-42-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le relevé d'activité transmis pour **le mois de MARS 2016** par le Centre Hospitalier du MARIN.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté, la somme à Verser au Centre Hospitalier du MARIN, par la caisse générale de sécurité sociale, au titre de l'activité déclarée du mois d'AVRIL 2016, est arrêtée à :
418 880,62 €, soit :

- **417 110,94 €** : au titre de l'activité d'hospitalisation ;
- **1 769,68 €** : au titre des actes et consultations externes y compris les forfaits Techniques ;
- **0,00 €** : au titre de l'AME ;

ARTICLE 2 – Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier du MARIN et la caisse générale de sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Fait à Fort de France, le **16 JUIN 2016**

L'Adjointe au Directeur de l'Offre de Soins
et des Professions de Santé
Responsable du Département
des Etablissements de Santé



Laetitia Kulis
Laetitia KULIS

**OVALIDE T2A MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement
HOPITAL DU MARIN (970202156)
Année 2016 M4 : De janvier à avril
Cet exercice est validé par la région
Date de validation par l'établissement : samedi 11/06/2016, 17:37
Date de validation par la région : mardi 14/06/2016, 21:46
Date de récupération : mercredi 15/06/2016, 12:48**

Montants hors AME et soins urgents	B : Dernier montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2015 calculé ci pour la période (cumul depuis janvier)	C : Montant de l'activité LAMDA au titre de l'année 2015, calculé ci pour la période (cumul depuis janvier)	D : Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier)	E : Montant calculé de l'activité 2016 de la période (cumulée depuis janvier 2016)	F : Montant total pour cette période (D+E)	G : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des I des mois précédents)	H : Montant de l'activité calculé (F-G)	I : Montant de l'activité notifié ce mois-ci	J : Montant de l'activité LAMDA du mois
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	1 818 792,28	1 818 792,28	1 401 681,34	417 110,94	417 110,94	0,00
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	11 047,33	11 047,33	9 277,65	1 769,68	1 769,68	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	0,00	1 829 839,61	1 829 839,61	1 410 958,99	418 880,62	418 880,62	0,00
Montants des AME	B : Dernier montant de l'activité LAMDA AME au titre de l'année 2015, transmis précédemment (avant ce mois-ci)	C : Montant de l'activité LAMDA AME au titre de l'année 2015, transmise pour cette période	D : Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier)	E : Montant calculé de l'activité AME du mois (cumulée depuis janvier 2016)	F : Montant total pour cette période (D+E)	G : Total des montants d'activité AME notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des I des mois précédents)	H : Montant de l'activité AME calculé (F-G)	I : Montant de l'activité AME notifié	J : Montant de l'activité LAMDA du mois
Forfait GHS + supplément AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour AME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Montants des soins urgents	B : Dernier montant de l'activité LAMDA SU au titre de l'année 2015 calculé précédemment (avant ce mois-ci)	C : Montant de l'activité LAMDA SU au titre de l'année 2015, transmise pour cette période	D : Montant lamda effectivement pris en compte pour la période (cumul depuis janvier)	E : Montant calculé de l'activité soins urgents du mois (cumulée depuis janvier 2016)	F : Montant total pour cette période (D+E)	G : Total des montants d'activité soins urgents notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des I des mois précédents)	H : Montant de l'activité soins urgents calculé (F-G)	I : Montant de l'activité soins urgents notifié	J : Montant de l'activité LAMDA du mois
Forfait GHS + supplément soins urgents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI séjour soins urgents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Médicaments séjour soins urgents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Montants pour les détenus	B : Montant calculé de l'activité soins détenus du mois (cumulés depuis janvier 2016)	C : Total des montants d'activité soins détenus jusqu'au mois précédent (Somme des E des mois précédents)	D : Montant de l'activité soins détenus calculé (B - C)	E : Montant de l'activité soins détenus notifié					
Montant RAC estimé	0,00	0,00	0,00	0,00					
Montant ACE y/c ATU/FFM/SE part complémentaire estimé	0,00	0,00	0,00	0,00					
Total	0,00	0,00	0,00	0,00					
Synthèse des montants notifiés	B : Montant de l'activité								
Total HPR	0,00								
Total Activité d'hospitalisation hors AME et soins urgents	417 110,94								
Total DMI séjour hors AME et soins urgents	0,00								
Total Médicaments séjour hors AME et soins urgents	0,00								
Total Activité AME	0,00								
Total Activité soins urgents	0,00								
Total Activité soins détenus	0,00								
Total Activité externe y compris ATU, FFM, SE et DMI	1 769,68								
Total	418 880,62								

ARS

R02-2016-06-30-010

CHILBP-arrêté Tarif journalier EX 2016

*Centre hospitalier Intercommunal Lorrain/Basse-Pointe : arrêté ARS N° 2016-120 fixant le tarif
journalier de prestations pour l'exercice 2016*

ARRETE ARS N° 2016- 120

Fixant le tarif journalier de prestations du Centre
Hospitalier de LORRAIN/BASSEPOINTE
pour l'exercice 2016

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique

N° FINESS : 970208906

- VU Le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 174-3 ;
- VU Le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 6145-22 à R. 6145-27 et R. 6145-33 ;
- VU La loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33, modifiée par la loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;
- VU La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU La loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- VU Le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création de Agences Régionales de Santé.
- VU L'arrêté du 4 mars 2016 fixant pour l'année 2016 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU L'instruction interministérielle n° DGOS/PF1/DSS/1A/DGFP/CL1B/2016/64 du 4 mars 2016 relative à la procédure budgétaire des établissements de santé ;
- VU Les propositions de tarifs présentées par le directeur du Centre Hospitalier de LORRAIN/BASSE-POINTE en date du 6 juin 2016.

.../..

./...

ARRETE

Article 1er : Le tarif applicable à compter de la date de signature du présent arrêté au Centre Hospitalier de LORRAIN/BASSE-POINTE est fixé ainsi qu'il suit :

	code tarifaire	montant
- Moyen séjour	30	498,39 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de PARIS dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LORRAIN/BASSE-POINTE et à la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Martinique, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Martinique.

Fort de France, le 30 JUIN 2016

P/ le Directeur Général de l'ARS
La Directrice de l'Animation Territoriale
de la Santé Publique



AGENCE REGIONALE DE SANTE
MARTINIQUE

Dominique SAVON

ARS

R02-2016-06-30-012

Clinique de la Tour

Clinique de la Tour : arrêté ARS N° 2016-122 portant sur la demande de confirmation d'autorisation d'exercer une activité polyvalente sous forme d'hospitalisation à domicile dans le cadre d'une cession.

ARRETE ARS/2016/N° 122

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

CLINIQUE DE LA TOUR

Demande de confirmation d'autorisation d'exercer une activité polyvalente sous forme d'hospitalisation à domicile dans le cadre d'une cession.

N° FINESS

EJ : 97 021 282 5

ET : 97 021 283 3

- VU le code de la santé publique et notamment articles L.6121-1 à L.6122-21 et R.6122-23 à R.6122-44 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau règlementaire de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 12 mai 2016 portant nomination de Monsieur Patrick HOUSSEL en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Martinique ;
- VU l'arrêté n°ARS/2012/160 du 14 août 2012 modifié, du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé portant adoption du schéma régional d'organisation des soins de la Région Martinique ;
- VU la demande présentée par la Clinique de la Tour, le 19 avril 2016, tendant à obtenir la confirmation suite à cession à son profit de l'autorisation d'exercer l'activité polyvalente sous forme d'hospitalisation à domicile ;
- VU l'avis favorable de la commission spécialisée de l'offre de soins en date du 27 juin 2016 ;

ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr

www.ars.martinique.sante.fr/

Siège
Centre d'Affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'abricot – Pointe des Grives
CS 80656 – 97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard : 05.96.39.42.43 – Fax : 05.96.60.60.12

CONSIDERANT que le projet répond aux besoins de la population, identifiés par le SROS PRS ;

CONSIDERANT que la demande de confirmation d'autorisation d'exercer l'activité polyvalente sous forme d'hospitalisation à domicile présentée par l'établissement dans le cadre d'une cession, s'inscrit dans les Objectifs de Répartition de l'Offre de Soins du Schéma Régional d'Organisation des Soins de la Région Martinique ;

CONSIDERANT que le projet répond aux conditions techniques d'implantation et de fonctionnement requises pour la pratique de cette activité de soins ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. - L'autorisation d'exercer l'activité polyvalente sous forme d'hospitalisation à domicile, initialement détenue par l'HAD MARTINIQUE LES 3S, sise Espace Anita Léon Laouchez - Bd Nelson Mandela 97200 FORT DE France est confirmée suite à cession au bénéfice de la Clinique de la Tour, à la même adresse.

ARTICLE 2. - L'autorisation a une durée de validité de 5 ans, à compter de la date de réception de la déclaration précisée à l'article R.6122-37 ; son maintien est subordonné au résultat positif d'une visite de conformité organisée selon les modalités fixées par l'article D.6122-38 du code de la santé publique.

ARTICLE 3. - La demande de renouvellement de l'autorisation devra être déposée au moins 14 mois avant son échéance.

ARTICLE 4. - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de la santé, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou publication, et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Fort de France dans le même délai.

ARTICLE 5. - Le directeur de l'offre des soins et des professions de santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Martinique.

Fait à Fort de France, le 30 JUIN 2016

P/ le Directeur Général de l'ARS
La Directrice de l'Animation Territoriale
et de la Santé Publique



AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ
MARTINIQUE

Dominique SAVON

ARS

R02-2016-06-23-002

FIR 2016 - CH MARIN

Centre hospitalier du Marin : arrêté ARS N° 2016-114 du 23 juin 2016 annulant et remplaçant l'arrêté ARS N° 03/2016 du 13 janvier 2016 attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016.

Arrêté ARS n°2016 - *114* du *23* juin 2016
Annulant et remplaçant l'arrêté ARS N° 03/2016 du 13 janvier 2016
Attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 au
Centre Hospitalier du MARIN

Exercice 2016

Le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé de la Martinique

CH du MARIN

FINESS N° 97 020 215 6

Exercice 2016

- VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 1435-8 et R. 1435-16 à 22 ;
- VU l'arrêté du 18 février 2013, portant adoption du projet régional de santé de la région Martinique ;
- VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 et
Notamment son article 65 ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- VU le décret n° 2012-271 du 27 février 2012 relatif au fond d'intervention régional des agences
régionales de santé ;
- VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'établissement ;
- VU le décret du 12 mai 2016 portant nomination de Monsieur Patrick HOUSSEL en qualité de Directeur
Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique ;
- VU la circulaire N° SG/DGOS/DFAS/2016 du 23 mai 2016 relative aux modalités de mise en œuvre du
fonds d'intervention régional en 2016 ;
- VU la décision n° ARS 2016 - 21 portant nomination et délégation de signature du Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique.

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARS n° 03/2016, du 13 janvier 2016,
attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 au Centre Hospitalier du MARIN.

.../..

Siège
Agence Régionale de Santé de Martinique
CS 80656
97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard :05.96.39.42.43 – Fax 05.96.60.60.12

ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr

www.ars.martinique.sante.fr/

Article 2 : Les ressources versées au titre du Fonds d'Intervention Régional au **Centre Hospitalier du MARIN**, en application de l'article L.1435-8 et des articles R.1435-16 à R. 1435-22 du code de la santé publique, pour l'exercice 2016, sont réparties comme suit :

- 54 000 €, à imputer sur le compte (M4-2-8) 6576440 - Plans régionaux d'investissements
- 2 901 €, à imputer sur le compte (M4-2-7) 6576440 Amélioration de l'offre ;
- 131 000 €, à imputer sur le compte (M3-3-3) 6576430 - PDSSES ;
- 40 000 €, à imputer sur le compte (M4-2-8) 6576440 - Plans régionaux d'investissements

Article 2 : L'ARS de Martinique procédera au paiement des **montants par douzièmes** à compter de juillet 2016.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de PARIS dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 4 : La personne désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fort-de-France, le **23 JUIN 2016** Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé
de Martinique



Patrick Housnel
Patrick HOUSSEL

ARS

R02-2016-06-23-003

FIR 2016 - CH St Esprit

Centre hospitalier de Saint Esprit : arrêté ARS N° 2016-115 du 23 juin 2016 annulant et remplaçant l'arrêté ARS N° 02/2016 du 13 janvier 2016 attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016

Arrêté ARS n°2016 – 115 du 23 juin 2016
Annulant et remplaçant l'arrêté ARS N° 02/2016 du 13 janvier 2016
Attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 au
Centre Hospitalier de SAINT-ESPRIT

Exercice 2016

Le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé de la Martinique

CH de SAINT-ESPRIT

FINESS N° 97 020 216 4

Exercice 2016

- VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 1435-8 et R. 1435-16 à 22 ;
- VU l'arrêté du 18 février 2013, portant adoption du projet régional de santé de la région Martinique ;
- VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 et Notamment son article 65 ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- VU le décret n° 2012-271 du 27 février 2012 relatif au fond d'intervention régional des agences régionales de santé ;
- VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'établissement ;
- VU le décret du 12 mai 2016 portant nomination de Monsieur Patrick HOUSSEL en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique ;
- VU la circulaire N° SG/DGOS/DFAS/2016 du 23 mai 2016 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2016 ;
- VU la décision n° ARS 2016 - 21 portant nomination et délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique.

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARS n° 02/2016, du 13 janvier 2016, attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 au Centre Hospitalier de Saint-Esprit.

.../..

Siège
Agence Régionale de Santé de Martinique
CS 80656
97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard : 05.96.39.42.43 – Fax 05.96.60.60.12

ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr

www.ars.martinique.sante.fr

Article 2 : Les ressources versées au titre du Fonds d'Intervention Régional au **Centre Hospitalier de SAINT-ESPRIT**, en application de l'article L.1435-8 et des articles R.1435-16 à R. 1435-22 du code de la santé publique, pour l'exercice 2016, sont réparties comme suit :

- 279 721 €, à imputer sur le compte (M2-3-2) 6576420 - Equipes mobiles de Soins palliatifs ;
- 141 751 €, à imputer sur le compte (M1-5-2) 6576410 - Consultations mémoires ;
- 155 578 €, à imputer sur le compte (M4-2-8) 6576440 - Plans régionaux d'investissements
- 131 000 €, à imputer sur le compte (3-3-3) 6576430 - PDSES ;
- 76 000 €, à imputer sur le compte (4-2-6) 6576440 - Soutien budgétaire (aide exceptionnelle en trésorerie) ;

Article 3 : L'ARS de Martinique procédera au paiement des montants par douzièmes à compter de juillet 2016.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de PARIS dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 5 : La personne désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé
de Martinique



Patrick Housnel
Patrick HOUSSEL

12/3 JUN 2016

ARS

R02-2016-06-23-001

FIR 2016 - CHMD

Centre hospitalier Maurice Despinoy : arrêté ARS N° 2016-113 du 23 juin 2016 annulant et remplaçant l'arrêté ARS N° 04/2016 du 13 janvier 2016 attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016

Arrêté ARS n°2016-113 du 23 juin 2016
Annulant et remplaçant l'arrêté ARS N° 04/2016 du 13 janvier 2016
Attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 au
Centre Hospitalier Maurice DESPINOY

Exercice 2016

Le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé de la Martinique

CH MAURICE DESPINOY

FINESS N° 97 020 218 0

Exercice 2016

- VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 1435-8 et R. 1435-16 à 22 ;
- VU l'arrêté du 18 février 2013, portant adoption du projet régional de santé de la région Martinique ;
- VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 et
Notamment son article 65 ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- VU le décret n° 2012-271 du 27 février 2012 relatif au fond d'intervention régional des agences
régionales de santé ;
- VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'établissement ;
- VU le décret du 12 mai 2016 portant nomination de Monsieur Patrick HOUSSEL en qualité de Directeur
Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique ;
- VU la circulaire N° SG/DGOS/DFAS/2016 du 23 mai 2016 relative aux modalités de mise en œuvre du
fonds d'intervention régional en 2016 ;
- VU la décision n° ARS 2016 - 21 portant nomination et délégation de signature du Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique.

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARS n° 04/2016, du 13 janvier 2016,
attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 au Centre Hospitalier Maurice
Despinoy.

.../..

Article 2 : Les ressources versées au titre du Fonds d'Intervention Régional au **Centre Hospitalier Maurice Despinoy**, en application de l'article L.1435-8 et des articles R.1435-16 à R. 1435-22 du code de la santé publique, pour l'exercice 2016, sont réparties comme suit :

- 800 000 €, à imputer sur le compte (M4-2-8) 6576440 - Aides à l'investissement hors plans nationaux ;
- 700 000 €, à imputer sur le compte (M4-2-8) 6576440 - Actions de modernisation et de restructuration ;

Article 3 : L'ARS de Martinique procédera au paiement des montants par douzièmes à compter de juillet 2016.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de PARIS dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 5 : La personne désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fort-de-France, le 23 JUIN 2016

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé
de Martinique



Patrick HOUSSEL



ARS

R02-2016-06-23-005

FIR 2016 - CHNC

*Centre hospitalier Nord Caraïbe : arrêté ARS N° 2016-117 du 23 juin 2016 attribuant des crédits
FIR au titre de l'année 2016.*

Arrêté ARS n°2016 – *M7* du *23* juin 2016
Attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 au
Centre Hospitalier Nord Caraïbe (CHNC)

Exercice 2016

Le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé de la Martinique

Centre Hospitalier Nord Caraïbe

FINESS N° 97 021 115 7

Exercice 2016

- VU Le code de la santé publique, notamment les articles L. 1435-8 et R. 1435-16 à 22 ;
- VU L'arrêté du 18 février 2013, portant adoption du projet régional de santé de la région Martinique ;
- VU La loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 et Notamment son article 65 ;
- VU La loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- VU Le décret n° 2012-271 du 27 février 2012 relatif au fond d'intervention régional des agences régionales de santé ;
- VU **Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'établissement ;**
- VU Le décret du 12 mai 2016 portant nomination de Monsieur Patrick HOUSSEL en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique ;
- VU La circulaire N° SG/DGOS/DFAS/2016 du 23 mai 2016 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2016 ;
- VU a décision n° ARS 2016 - 21 portant nomination et délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique.

ARRETE

../...

Article 1^{er} : Les ressources, exercice 2016, versées au titre du Fonds d'Intervention Régional au **Centre Hospitalier Nord Caraïbe (CHNC)**, en application de l'article L.1435-8 et des articles R.1435-16 à R. 1435-22 du code de la santé publique sont réparties comme suit :

- 100 000 €, à imputer sur le compte 65721341450 - Dotation exceptionnelle à l'investissement.

Article 2 : L'ARS de Martinique procédera au paiement des **montants par douzièmes** à compter de juillet 2016.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de PARIS dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 4 : La personne désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fort-de-France, le



23 JUIN 2016

Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé
Martinique

Patrick HOUSSEL

ARS

R02-2016-06-23-004

FIR 2016 - CHUM

*Centre Hospitalier Universitaire de Martinique : arrêté ARS N° 2016-116 du 23 juin 2016
annulant et remplaçant l'arrêté ARS N° 01/2016 du 13 janvier 2016 attribuant des crédits FIR au
titre de l'année 2016.*

Arrêté ARS n°2016-116 du 23 juin 2016
Annulant et remplaçant l'arrêté ARS N° 01/2016 du 13 janvier 2016
Attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 au
Centre Hospitalier Universitaire de Martinique

Exercice 2016

Le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé de la Martinique

CHU de MARTINIQUE

FINESS N° 97 021 120 7

Exercice 2016

- VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 1435-8 et R. 1435-16 à 22 ;
- VU l'arrêté du 18 février 2013, portant adoption du projet régional de santé de la région Martinique ;
- VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 et Notamment son article 65 ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- VU le décret n° 2012-271 du 27 février 2012 relatif au fond d'intervention régional des agences régionales de santé ;
- VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'établissement ;
- VU le décret du 12 mai 2016 portant nomination de Monsieur Patrick HOUSSEL en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique ;
- VU la circulaire N° SG/DGOS/DFAS/2016 du 23 mai 2016 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2016 ;
- VU la décision n° ARS 2016 - 21 portant nomination et délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique.

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARS n° 01/2016, du 13 janvier 2016, attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique.

.../..

Siège
Agence Régionale de Santé de Martinique
CS 80656
97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard :05.96.39.42.43 – Fax 05.96.60.60.12

ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr
www.ars.martinique.sante.fr

Article 2 : Les ressources, exercice 2016, versées au titre du Fonds d'Intervention Régional au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM), en application de l'article L.1435-8 et des articles R.1435-16 à R. 1435-22 du code de la santé publique sont réparties comme suit :

- 852 310 €, à imputer sur le compte 6576410 - COREVIH ;
- 468 107 €, à imputer sur le compte 6576420 - Equipes de liaison en Addictologie ;
- 301 425 €, à imputer sur le compte 6576420 - Equipes mobiles de gériatrie ;
- 587 972 €, à imputer sur le compte 6576420 - Equipes mobiles de soins palliatifs ;
- 12 180 €, à imputer sur le compte 6576420 - Emploi de psychologues (hors cancer) ;
- 469 070 €, à imputer sur le compte 6576420 - Action de qualité transversale en cancérologie ;
- 469 734 €, à imputer sur le compte 6576410 - Consultations mémoires ;
- 7 608 779 €, à imputer sur le compte 6576440 - Plans régionaux l'investissements
- 7 633 419 €, à imputer sur le compte 6574440 - Actions de modernisation ;
- 5 442 505 €, à imputer sur le compte 6576430 - PDSSES ;
- 340 500 €, à imputer sur le compte 6576410 - Education thérapeutique ;
- 95 000 €, à imputer sur le compte 6576410 - CDAG ;
- 5 000 000 €, à imputer sur le compte 6576440 - Dotation exceptionnelle à l'investissement ;
- 75 966 €, à imputer sur le compte 6576410 - Mise à disposition MAP DATSP (Mme Pavillon-Rosemain) ;

Article 2 : L'ARS de Martinique procédera au paiement des montants par douzièmes à compter de juillet 2016.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de PARIS dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 4 : La personne désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fort-de-France, le 23 JUIN 2016



Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé
de Martinique

Patrick HCUSSEL

ARS

R02-2016-06-23-006

FIR 2016 - Clinique St Paul

*Clinique Saint Paul : arrêté ARS N° 2016-118 du 23 juin 2016 annulant et remplaçant l'arrêté
ARS n° 01/2016 du 13 janvier 2016 attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016*

Arrêté ARS n°2016 – 118 du 23 juin 2016
Annulant et remplaçant l'arrêté ARS N° 01/2016 du 13 janvier 2016
Attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016
à la Clinique SAINT-PAUL

Exercice 2016

Le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé de la Martinique

CHU de MARTINIQUE

FINESS N° 97 020 016-8

Exercice 2016

- VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 1435-8 et R. 1435-16 à 22 ;
- VU l'arrêté du 18 février 2013, portant adoption du projet régional de santé de la région Martinique ;
- VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 et Notamment son article 65 ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- VU le décret n° 2012-271 du 27 février 2012 relatif au fond d'intervention régional des agences régionales de santé ;
- VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'établissement ;
- VU le décret du 12 mai 2016 portant nomination de Monsieur Patrick HOUSSEL en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique ;
- VU la circulaire N° SG/DGOS/DFAS/2016 du 23 mai 2016 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2016 ;
- VU la décision n° ARS 2016 - 21 portant nomination et délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique.

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARS n° 01/2016, du 13 janvier 2016, attribuant des crédits FIR au titre de l'année 2016 à la clinique SAINT PAUL.

.../..

../...

Article 2 : Les ressources, exercice 2016, versées au titre du Fonds d'Intervention Régional à la clinique SAINT PAUL, en application de l'article L.1435-8 et des articles R.1435-16 à R. 1435-22 du code de la santé publique sont réparties comme suit :

- 3 430 €, à imputer sur le compte 657213411320 - EMPLOI DE PSYCHOLOGUE (HORS CANCER) ;
- 24 690 €, à imputer sur le compte 657213411310 - ACTION DE QUALITE TRANSVERSALE EN CANCEROLOGIE.

Article 2 : L'ARS de Martinique procédera au paiement des montants par douzièmes à compter de juillet 2016.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de PARIS dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 4 : La personne désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fort-de-France, le 23 JUIN 2016
Le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé
de Martinique

Patrick HOUSSEL



ARS

R02-2016-06-30-011

GCS SIS Mque - arrêté 121 du 30 06 16

Groupement de Coopération Sanitaire Système d'Information (GCS SIS Martinique) : arrêté ARS n° 2016-121 du 30 juin 2016 fixant le montant des ressources d'assurance maladie versées au titre de l'année 2016. - 1ère allocation.

Arrêté ARS n° 2016 – 121 du 30 juin 2016
Fixant le montant des ressources d'Assurance Maladie versées au
Groupement de Coopération Sanitaire Système d'Information de Santé
(GCS SIS Martinique)

Au titre de l'exercice 2016

1^{ère} allocation

Le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé de la Martinique

GCS SIS Martinique

FINESS N° 97 020 082 9

Exercice 2016

- VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-13, L. 174-1, L. 174-1-1, D. 162-6 à D. 162-8, R. 162-32 à R. 162-32-4, R. 162-42 à R. 162-42-4 et R. 174-2 ;
- VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1 et suivants, R. 6145-1 et suivants ;
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale et notamment son article 33 modifié ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé, notamment son article 4 modifié ;
- VU l'arrêté du 22 décembre 2006 pris pour l'application du A du V de l'article 33 de la loi 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 5 août 2013 fixant le modèle de suivi et d'analyse de l'exécution de l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 21 mars 2013 pris pour l'application de l'article D. 162-8 du code de la sécurité Sociale ;
- VU l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 26 février 2016 fixant pour l'année 2016 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;

.../..

- VU l'arrêté du 26 février 2016 fixant pour l'année l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L.162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 26 février 2016 portant détermination pour 2016 de la dotation nationale de financement des MIGAC mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 26 février 2016 fixant pour l'année l'objectif quantifié national mentionné à l'article L.162-22-2 du code de la sécurité sociale ;
- VU la circulaire n° DGOS/R1/2016/172 du 12 mai 2016 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2016 des établissements de santé ;
- VU le décret du 12 mai 2016 portant nomination de Monsieur Patrick HOUSSEL en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique ;
- VU la décision n° ARS 2016 - 21 portant nomination et délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Martinique.

ARRETE

- Article 1er :** Les montants des ressources d'assurance maladie versés sous forme de dotations au GCS SIS Martinique, pour l'exercice 2016 sont fixés aux articles 2 et 3 du présent arrêté.
- Article 2 :** Le montant de la **dotation Annuelle de financement (DAF)** mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à **6 141 € (six mille cent quarante et un euros)**.
- Article 3 :** Le montant de la dotation **MIGAC** mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **1 149 616 € (un million cent quarante neuf mille six cent seize euros)**.
- Article 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de PARIS dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.
- Article 5 :** Le présent arrêté est notifié au GCS SIS Martinique et à la caisse générale de sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Fort-de-France, le

30 JUIN 2016

P/ le Directeur Général de l'ARS
La Directrice de l'Animation Territoriale
de la Santé Publique



AGENCE REGIONALE DE SANTE
MARTINIQUE

Dominique SAVON

DAAF

R02-2016-06-27-003

arrêté attribuant l'habilitation sanitaire de Madame Maude
POTIER



PREFET DE LA MARTINIQUE

**Direction de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt**

Service de l'Alimentation

Le Préfet de la Martinique

**Pôle Santé et Protection
Animales et Végétales**

ARRETE PREFECTORAL

Attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Maude POTIER

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;

Vu le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

Vu le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique - M. Fabrice RIGOULET-ROZE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014133-0002 du 13 mai 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jacques HELPIN, Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique pour l'administration générale de la DAAF ;

Vu la demande présentée par Madame Maude POTIER née le 30/03/1990 à Liège et domiciliée professionnellement à la clinique vétérinaire Hoareau 5 Marvel Acajou 97232 Le Lamentin

Vu l'inscription au tableau de l'Ordre des vétérinaires de Madame Maude POTIER sous le numéro 30396 ;

Considérant que Madame Maude POTIER remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

Sur la proposition du Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Martinique;

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Madame Maude POTIER docteur vétérinaire administrativement domiciliée à la clinique vétérinaire Hoareau 5 Marvel Acajou 97232 Le Lamentin

Article 2

Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour la vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de la Martinique, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3

Madame Maude POTIER s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4

Madame Maude POTIER pourra être appelée par le préfet de son département d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Fort de France dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Article 7

Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Martinique.

Fort de France, le 27 juin 2016

Le Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Forêt de la Martinique

Jacques HELPIN



DAAF

R02-2016-07-01-002

Arrêté portant abrogation de l'arrêté préfectoral n°2012-081-002 du 21/03/2012 relatif à l'interdiction d'introduction de ruminants en Martinique au vu de l'extension du virus de Schmallerberg en Europe

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt

Service de l'Alimentation

Pôle : Santé et Protection des
Animaux et des Végétaux

Parc de Tivoli
B.P. 671
97264 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Le Préfet de la Martinique
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté portant abrogation de l'arrêté préfectoral n°2012-081-002 du 21 mars 2012 relatif à l'interdiction d'introduction de ruminants en Martinique au vu de l'extension du virus de Schmallenberg en Europe

- VU** le code rural et notamment son livre II ;
- VU** le décret du 31 juillet 2014 portant nomination de M. Fabrice RIGOULET-ROZE, en qualité de Préfet de la région Martinique, Préfet de la Martinique ;
- CONSIDERANT** qu'une période de surveillance de la maladie de Schmallenberg, affection émergente et non réglementée provisoirement traitée comme un danger de catégorie 1, a été mise en place dans le cadre des travaux de la Plateforme nationale d'épidémiosurveillance en santé animale, et pilotée par la Direction Générale de l'Alimentation, de janvier à octobre 2012, le temps de disposer de suffisamment d'éléments pour statuer sur son classement ;
- CONSIDERANT** que, à l'issue de cette période de surveillance, cette maladie n'a fait l'objet d'aucune réglementation nationale, cela en cohérence avec les positions adoptées par les instances internationales au niveau européen et au niveau de l'organisation internationale de la santé animale (OIE) ;
- CONSIDERANT** qu'il n'y a pas de justification scientifique pour imposer des mesures particulières afin d'éviter l'introduction de cette maladie sur le territoire de la Martinique
- SUR** proposition du Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral n°2012-081-002 du 21 mars 2012 relatif à l'interdiction d'introduction de ruminants en Martinique au vu de l'extension du virus de Schmallenberg en Europe est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Directeur de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional des Douanes, le Directeur de la Police aux Frontières, les responsables des compagnies aériennes et maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fort-de France le - 1 JUL. 2016

Pour le Préfet et par dérogation
Le Préfet
le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Région Martinique

Patrick AMOUSSOU-ADEBLE

DEAL

R02-2016-06-07-043

APAUT n°2016060016 - Portant autorisation d'exploiter
par le SMTVD un centre de tri et de transfert de déchets
non dangereux sur le parc technologique et

environnemental de la Trompeuse situé à Fort-de-France.
APAUT n°2016060016 - Portant autorisation d'exploiter par le SMTVD un centre de tri et de
transfert de déchets non dangereux sur le parc technologique et environnemental de la Trompeuse
situé à Fort-de-France.



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

Service Risques, Énergie et Climat

ARRÊTÉ N° 2016 06 0016

portant autorisation d'exploiter par le SMTVD un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux sur le parc technologique et environnemental de la Trompeuse situé sur la commune de Fort de France

Le Préfet de la Martinique
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V
- Vu** le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux de la Martinique approuvé par le Conseil Régional de Martinique le 17 septembre 2015 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°201511-0087 du 30 novembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Martinique et arrêtant le programme pluriannuel de mesure correspondant ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-322-0009 du 18 novembre 2013 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour des établissements Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) et Antilles Gaz implantés sur la commune du Lamentin « Zone Californie » ;
- Vu** la demande d'autorisation initiale présentée par la CACEM et réceptionnée en préfecture le 12 décembre 2013 ;
- Vu** le courrier de demande de compléments de la DEAL Martinique du 28 janvier 2014 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2014169-0003 du 18 juin 2014 portant approbation des statuts du Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) ;
- Vu** la demande d'autorisation d'exploiter du 18 septembre 2014 formulée par le SMTVD ;
- Vu** la demande de la DEAL Martinique du 18 septembre 2014 de modification du dossier de demande ;
- Vu** la demande d'autorisation d'exploiter modifiée du 26 février 2015 formulée par le SMTVD ;
- Vu** le dossier déposé à l'appui de cette demande ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 11 mars 2015 établissant que le dossier de demande d'autorisation présenté est complet et régulier ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale du 1^{er} juin 2015 sur la demande présentée ;
- Vu** la décision n°E15000023/97 en date du 18 juin 2015 du tribunal administratif de Fort-de-France portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°201507-0014 du 1^{er} juillet 2015 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 10 août au 10 septembre 2015 ;
- Vu** le registre d'enquête et le rapport du commissaire enquêteur du 8 octobre 2015 ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.512-19 à R.512-24 du Code de l'environnement ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 4 avril 2016 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 22 avril du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté la connaissance du demandeur

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application de l'article L. 512-2 du code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

Le Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets dont le siège social est situé route de la pointe Jean-Claude sur la commune du Robert (97231) est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Fort de France (97200) au lieu-dit du Parc Technologique et Environnemental (PTE) la Trompeuse les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. *Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement*

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
3532	-	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Bâtiment process Broyeur, Overband, Crible balistique	Capacité de traitement	75	tonnes/j	132	tonnes/j
2716	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Bâtiment de stockage et de tri	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	≥ 1000	m³	1725	m³
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Bâtiment process Broyeur, Overband, Crible balistique	Quantité de déchets traités	≥ 10	tonnes/j	132	tonnes/j
2711	-	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques.	Centre de tri Benne de stockage de 20 m³	Volume susceptible d'être entreposé	< 100	m³	20	m³
2713	-	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Centre de tri (fraction triée) Bennes de stockage de 20 m³ et de 15m³	Surface	< 100	m²	< 100	m²
2714	-	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Surface inférieure à 100 m² Centre de tri (fraction triée) : bennes de carton, plastique, bois.	Volume susceptible d'être présent	< 100	m³	60	m³

AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE), NC Non Classée.
Unités du Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Fort de France	V272 et V340	PTE de la Trompeuse

L'emprise foncière du site sur ces parcelles est de 5432 m².

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

Article 1.2.3. Autres limites de l'autorisation

Article 1.2.3.1. Nature des déchets admissibles

Les déchets admissibles sur le site sont :

- les déchets volumineux des ménages (les encombrants) : plastique, carton, bois, métaux, DEEE, etc... ;
- les déchets industriels banals (DIB) ;
- uniquement en fonctionnement transitoire (cf article 1.2.5.2) les ordures ménagères et autres résidus urbains provenant de la collecte traditionnelle des ordures ménagères (OM).

Article 1.2.3.2. Origine géographique des déchets

La provenance des déchets entrants est limitée au département de la Martinique.

L'aire géographique peut être étendue, en cas d'urgence et après accord de la préfecture de la Martinique.

Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées

La plate-forme du centre de tri/transfert dispose :

- d'un bâtiment de stockage et tri des déchets (encombrants et DIB) ;
- d'un bâtiment process où est orientée la fraction résiduelle des déchets après tri :
 - installations de broyage, déferrailage, criblage ;
 - quais de déchargement, trémies, quais de transfert ;
- de voiries et d'une aire de manœuvre ;
- d'emplacements dédiés aux bennes de déchets triés ;
- d'un bâtiment d'accueil.

Article 1.2.5. Modes de fonctionnement

Article 1.2.5.1. Mode normal

L'installation est dédiée au tri et au broyage des DIB et des déchets volumineux des ménages.

Les activités exercées sur le site en mode de fonctionnement « normal » sont :

- la réception des déchets volumineux des ménages et DIB dans le bâtiment de tri ;
- le tri à l'aide d'engins (grappins) afin de séparer :
 - les matériaux recyclables (plastiques, cartons, bois, métaux, DEEE) ;
 - les matériaux incompatibles avec la suite du traitement ;
 - la fraction destinée au broyage ;
- le broyage de la fraction non triée (bâtiment process) ;
- le dé-ferrailage puis criblage des déchets broyés ;
- le transfert des différentes fractions récupérées vers les installations de traitement appropriées et dûment autorisées.

Article 1.2.5.2. Mode transitoire

En cas d'indisponibilité partielle ou totale d'une installation de traitement des ordures ménagères (OM), le site peut être utilisé comme plate-forme de transfert des OM.

Les activités du site en mode « transitoire » sont :

- principalement et prioritairement le transfert des OM sur les quais de transfert ;
- si son maintien est possible l'activité décrite à l'article 1.2.5.1.

Les ordures ménagères réceptionnées ne peuvent être stockées sur le site plus de **3 jours**.

Le passage du site en mode transitoire doit autant que faire ce peut être programmé et anticipé.

L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées lors de chaque passage de son site en mode transitoire.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.5.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 du présent arrêté et notamment pour les rubriques suivantes : 2716, 2791, 3532.

Article 1.5.2. Montant des garanties financières

Le montant total des garanties à constituer est de : 267 279,5 euros TTC

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

Article 1.5.3. Établissement des garanties financières

Dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.5.4. Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.5.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations ;
- tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

Article 1.5.6. Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 1.5.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code,

pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.5.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 1.5.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 du Code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.6.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.6.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.6.5. Changement d'exploitant

La demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Article 1.6.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : zone d'accueil d'activités économiques.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé conformément au premier alinéa du présent article, aux dispositions du Code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION

Article 1.7.1. Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

Dates	Textes
23/01/1997	Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
08/07/2003	Arrêté du 08/07/2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive
29/07/2005	Arrêté du 29/07/05 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
31/01/2008	Arrêté du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.
07/07/2009	Arrêté du 07/07/2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
10/10/2010	Arrêté fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications
19/07/2011	Arrêté du 19/07/11 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/02/2012	Arrêté du 29/02/2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.
31/05/2012	Arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.
31/07/2012	Arrêté du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
28/04/2014	Arrêté du 28/04/2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 1.7.2. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 2.1.3. Conditions générales d'exploitation et de circulation

L'installation est ceinte d'une clôture, de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter.

Les heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.

L'installation doit être disposée de manière à élaborer un sens unique de circulation sur le site. Ce sens de circulation devra être visiblement affiché à l'entrée du site pour les conducteurs. Un croisement de la circulation est toutefois envisageable pour le passage par une aire spécifique.

Article 2.1.4. Prévention contre la prolifération des nuisibles

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour la lutte contre la prolifération des nuisibles (rats, moustiques,...). En particulier, les rétentions d'eau doivent être recherchées et traitées ou supprimées afin de lutter contre les moustiques. Les justificatifs des différentes opérations doivent être joints au rapport prévu à l'article 8.3.1.1.

CHAPITRE 2.2 CONDITIONS DE GESTION DES DÉCHETS

Article 2.2.1. Admission des déchets

L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

L'installation comporte une aire d'attente, à l'intérieur du site.

L'exploitant vérifiera que les déchets arrivant sur le site sont explicitement autorisés par le présent arrêté préfectoral.

Chaque admission de déchets donne lieu à une pesée préalable hors du site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.

Toute admission de déchets fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement hors du site au niveau du pont bascule du PTE de la Trompeuse.

L'exploitant doit remettre au producteur de déchets un bon de prise en charge des déchets entrants.

Article 2.2.2. Registre des déchets entrants

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit.

Un registre est tenu à jour, sur lequel sont mentionnés :

- la date et l'heure de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE du 19 novembre 2008.

Ce registre est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.2.3. Stockage

Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements des infiltrations dans le sol, des odeurs,...).

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

La durée moyenne de stockage des déchets ne dépasse pas **six mois** et au maximum cette durée est de **un an**. L'entreposage des déchets est effectué de manière à ce que les voies et issues de secours soient dégagées.

Article 2.2.4. Tri des déchets

Les différentes aires de tri des déchets sont distinctes.

Les déchets doivent être triés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs,...).

Les déchets triés sont entreposés afin de prévenir les risques de mélange.

Article 2.2.5. Transfert des OM – mode transitoire

La réception et le chargement des OM sont réalisés dans un bâtiment fermé afin de prévenir la propagation des odeurs.

Les OM doivent être déchargées dès leur arrivée dans les trémies du bâtiment process .

La durée de stockage sur site des OM doit être aussi réduite que possible et ne doit en aucun cas dépasser **trois jours**. Ce stockage est réalisé dans les trémies ou dans les bennes FMA situées dans le bâtiment process.

Article 2.2.6. Déchets sortants de l'installation

Article 2.2.6.1. Déchets sortants

L'exploitant organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.

Article 2.2.6.2. Registre des déchets sortants

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation.

Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Article 2.2.7. Transport

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à prévenir les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assurera que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions.

CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.3.1. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc... .

CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.4.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, déchets, etc... .

Des dispositifs de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.4.2. Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.5.1. Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.6.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.7.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Article 2.8.1. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
4.3.10	Rejets aqueux	2 fois par an
8.1.4	Niveaux sonores	1 an au maximum après la mise en service Tous les 5 ans
7.3.2	Installations électriques	annuelle
7.2.5	Équipements de protection incendie	annuelle
7.3.3	Équipements foudre	Tous les 2 ans

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.5.3	Attestation de constitution de garanties financières	3 mois avant la fin de la période (ou tous les 5 ans), ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
1.6.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
8.3.1	Bilans et rapports annuels : <ul style="list-style-type: none"> • Rapport annuel • information du public 	Annuelle
8.3.2.2	Dossier de réexamen	Dans les 12 mois suivants l'actualisation des MTD

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source, regroupés et canalisés.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les durées d'indisponibilité des équipements de réduction des émissions (systèmes de traitement des fumées notamment) doivent être limitées à des périodes les plus courtes possibles.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement.

Article 3.1.2. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux et entrepôts pouvant dégager des émissions d'odeurs sont confinés et ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégagant des odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration avant rejet.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.3. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.4. Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages, les opérations de chargement/déchargement et le tri sont réalisés afin de limiter les envols de déchets.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Les parties de l'installation comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières (broyage, tri, criblage...) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières. Les effluents canalisés devront être dépoussiérés avant rejet.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Article 3.2.2. Conditions générales de rejet

Le site ne dispose pas d'émissaire fixe de rejet atmosphérique.

Les camions circulant sur le site et les engins utilisés sont conformes aux normes en vigueur.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation ainsi que les flux d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

L'exploitant utilise prioritairement l'eau issue de son ouvrage de récupération des eaux de pluies (eaux de toitures). Cet ouvrage est constitué : d'une capacité de stockage 10 m³, d'un surpresseur, d'un filtre, d'un système anti retour et d'un réseau séparé pour les sanitaires et l'arrosage.

Le site dispose également d'une connexion au réseau d'eau public.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont interdits.

Article 4.1.2. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Article 4.1.2.1. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Les prélèvements d'eau en nappe par forage sont interdits.

Article 4.1.3. Utilisation de l'eau

Le lavage sur le site des bennes de stockages, des bennes FMA, des engins et des camions n'est pas autorisé.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 du présent arrêté est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.3.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les **eaux exclusivement pluviales** et non susceptibles d'être polluées : eaux de toitures et eaux des espaces verts) (a);
- les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** (eaux de ruissellement sur les voiries (hors eaux de la voie d'entrée) les aires de manœuvre et les parkings) (b);
- **eaux des aires de stockage des bennes, des FMA et eaux de la voie d'entrée** (c);
- **eaux usées des sanitaires** (d).

Article 4.3.2. Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4. Entretien et conduite des débourbeurs-déshuileur

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.5. Autorisation et Convention de déversement

L'exploitant doit obtenir l'autorisation de transférer une partie de ses effluents (c) aux installations de traitement du Parc Technologique et Environnemental.

L'exploitant doit établir pour ses effluents transférés aux installations de traitement du Parc Technologique et Environnemental une convention de déversement.

Article 4.3.6. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	(c) eaux des aires de stockage des bennes
Traitement avant rejet	transfert au réseau du PTE
Exutoire du rejet	
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Bassin de décantation du PTE + réseau du PTE
Conditions de raccordement	Autorisation et convention de déversement

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 bis
Nature des effluents	(c) eaux de la voie d'entrée
Traitement avant rejet	transfert au réseau du PTE
Exutoire du rejet	
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Bassin de décantation du PTE + réseau du PTE
Conditions de raccordement	Autorisation et convention de déversement

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	(b) eaux de ruissellement des voies de circulation et des aires de manœuvre.
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures
Exutoire du rejet	Fossé
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Fossé

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Nature des effluents	(a) eaux pluviales propres.
Traitement avant rejet	aucun
Exutoire du rejet	Fossé
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Fossé

Article 4.3.7. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.3.7.1. Conception

Article 4.3.7.1.1 Rejet dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Article 4.3.7.1.2 Rejet dans une station collective

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.7.2. Aménagement

Article 4.3.7.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.7.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.8. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température ≤ 35 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 4.3.9. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires interne à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans une installation d'épuration collective

Article 4.3.10.1. Rejets dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 1 et n° 1bis (Cf. repérage du rejet à l'article 4.3.6)

Paramètre	Seuil (unité)
DCO	2 000 (mg/l)
DBO ₅	800 (mg/l)
MES	600 (mg/l)
Hydrocarbures totaux	10 (mg/l)
Métaux totaux	15 (mg/l)
AOx	5 (mg/l)
Indice phénols	0,3 (mg/l)
Chrome hexavalent	0,1 (mg/l)
Cyanures totaux	0,1 (mg/l)

Une mesure des concentrations des différents polluants sus-visés doit être effectuée **au moins deux fois par an**, dont une fois pendant une phase de fonctionnement en mode transitoire, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement

Article 4.3.10.2. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

L'exploitant est responsable du dimensionnement de la zone de mélange associée à son ou ses points de rejets.

Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques (d)

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 4.3.12. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Seuil (unité)
DCO	120 (mg/l)
Hydrocarbures totaux	10 (mg/l)
DBO5	30 (mg/l)
MES	35 (mg/l)

Au moins deux fois par an, dont une fois pendant une phase de fonctionnement en mode transitoire l'exploitant réalise au point n°2 la mesure des paramètres ci-dessus.

Article 4.3.13. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales (a)

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales propres dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
DCO	120
Hydrocarbures totaux	10
DBO5	30
MES	35

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS PAR LE SITE

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	19 08 05	Vidange de la fosse toutes eaux (Fosse septique)
Déchets non dangereux	15 01 01	Cartons / plastiques / papiers
	15 01 06	
	15 02 02	
	15 01 04	
	15 01 07	
Déchets dangereux	20 01 21*	Tubes néons
Déchets dangereux	13 05 06*	Produits de pompage des séparateurs à hydrocarbures

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidoienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Article 6.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 6.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

Article 6.3.1. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

Article 6.4.1. Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

Article 7.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 7.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 7.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 7.1.3. Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 7.1.4. Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Durant les période d'ouverture une surveillance est assurée en permanence.

Article 7.1.5. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 7.1.6. Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Article 7.1.7. Information des installations au voisinage

L'exploitant tient informé les établissements du PTE de la Trompeuse des risques d'accidents et des zones d'effets thermiques identifiées dans son étude de dangers.

Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude de dangers.

CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 7.2.1. Plan de prévention des risques technologiques SARA-Antilles Gaz

Les constructions, installations et infrastructures doivent tenir compte en fonction de la zone concernée (B1 ou b2) des recommandations établies par le PPRT SARA Antilles Gaz susvisé.

Article 7.2.2. Comportement au feu

Les bâtiments recevant des déchets combustibles doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) ;
- planchers REI 120 (coupe-feu de degré deux heures) ;

Les autres bâtiments de l'installation doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- plancher REI 60 (coupe-feu de degré une heure) ;
- murs extérieurs et portes E 30 (pare-flamme de degré une demi-heure).

D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur REI 120 (coupe-feu de degré deux heures). Les portes sont EI 60 (coupe-feu de degré une heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Article 7.2.3. Intervention des services de secours

Article 7.2.3.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Une des façades de chaque bâtiment est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.2.3.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Article 7.2.3.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Article 7.2.3.4. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

Article 7.2.4. Désenfumage

Les bâtiments abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Article 7.2.5. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. À minima le débit cumulé des eaux d'extinction disponible pour le site est de 120 m³/h ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un système d'alarme incendie ;
- de robinets d'incendie armés ;
- d'un système de détection automatique des incendies ;
- de matériels de protection adaptés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 7.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Article 7.3.2. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 7.3.3. Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation susvisé.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Article 7.3.4. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faitage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

Article 7.3.5. Stockage dans les ateliers

La présence dans les ateliers des matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Article 7.3.6. Canalisations de transport

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les circuits de fluides sous pression et de vapeurs sont conçus et exploités conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Ils sont vérifiés régulièrement.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes, sectionnables et aussi réduites que possible. Si elles sont enterrées, elles sont placées dans des gaines ou caniveaux étanches, équipés de manière à recueillir des éventuels écoulements accidentels.

Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosion, chocs, température excessive, tassement du sol...).

Les supports ou ancrages des canalisations doivent être appropriés au diamètre et à la charge de celles-ci. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher que la dilatation n'entraîne des contraintes dangereuses sur les canalisations ou leurs supports.

Les vannes et tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.

CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 7.4.1. Organisation de l'établissement

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette,...) de déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Article 7.4.2. Connaissance des produits étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation et notamment les fiches de données de sécurité prévues par le Code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages mobiles, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses.

Article 7.4.3. Réentions

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Article 7.4.4. Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.

Article 7.4.5. Eaux d'extinction - confinement

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

La capacité de rétention du site pour les eaux d'extinction est au minimum de 170 m³.

Les organes nécessaires à la mise en service des capacités de rétention doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 7.5.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 7.5.2. Envols

L'exploitant met en œuvre des dispositions pour empêcher les envols de déchets notamment lors de leur chargement/déchargement.

Article 7.5.3. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 du présent arrêté et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 7.5.4. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que les installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 7.5.5. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.2.4 du présent arrêté ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 7.5.6. Formation du personnel à la lutte contre l'incendie

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour assurer la formation du personnel susceptible d'utiliser, en cas de sinistre le matériel de lutte contre l'incendie.

Des exercices incendie sont organisés annuellement afin de tester le bon fonctionnement des appareils, de connaître leurs emplacements et de se familiariser avec leur maniement.

La date des exercices et essais périodiques des matériels incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre spécial qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.6 RADIOACTIVITÉ

Article 7.6.1. Déchets entrants autorisés et contrôlés

L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.

Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local sans jamais dépasser toutefois 0,3 $\mu\text{Sv/h}$. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

A l'entrée du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.

Article 7.6.2. Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler les déchets douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et des débits de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance

radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

TITRE 8 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 8.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 8.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 8.1.2. Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 8.1.3. Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Article 8.1.3.1. Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Article 8.1.4. Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée tous les 5 ans aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, mais également à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 8.2 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 8.2.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 8.2.2. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 6.2 du présent arrêté sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 8.3 BILANS PÉRIODIQUES

Article 8.3.1. Bilans et rapports annuels

Article 8.3.1.1. Rapport annuel

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment celles récapitulées à l'article 2.8.1) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée (bilan des flux déchets entrants/déchets sortants).

Article 8.3.1.2. Information du public

Conformément à l'article R.125-2 de Code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents suivants :

- Une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue ;
- L'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour ;
- Les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions législatives des titres Ier et IV du livre V ;
- La nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ;
- La quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;
- Un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Article 8.3.2. Application de la Directive 2010/75/UE du 24/11/2010 relative aux émissions industrielles « IED »

Article 8.3.2.1. Installations concernées par une activité IED

L'établissement est soumis aux dispositions de la directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010, relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) et dite « IED », au titre des rubriques suivantes :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
3532	Valorisation de déchets non dangereux	Capacité supérieure à 75 tonnes jour	A

La rubrique 3532 est la rubrique principale de l'exploitation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique principale sont celles issues du document de référence appelé BREF (Best available techniques - REFerence documents) BREF "Traitement des déchets".

La publication de ce BREF au Journal officiel de l'Union européenne provoque le réexamen des prescriptions applicables aux installations visées au présent article dans les conditions fixées par l'article 8.3.2.2 du présent arrêté.

Article 8.3.2.2. Dossier de réexamen

En application des articles R.515-70 à R.515-72 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

Le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires. S'il doit être soumis à consultation du public en application de l'article L.515-29 du code de l'environnement, l'exploitant fournit en outre le nombre d'exemplaires nécessaires à l'organisation de cette consultation dans les communes mentionnées au III de l'article R. 515-76. Il est accompagné d'un résumé non technique au format électronique.

Article 8.3.2.3. Rapport de base

À moins d'apporter les éléments permettant de vérifier que l'activité du site ne l'impose pas, l'exploitant transmet au préfet, lors de la première demande de modification substantielle ou du premier réexamen, le rapport de base mentionné à l'article L.515-30 du code de l'environnement. Ce rapport de base contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation avec l'état du site d'implantation de l'installation avant sa mise en service.

TITRE 9 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION

Article 9.1.1. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Fort de France

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 9.1.2. Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Fort de France pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 9.1.3. Exécution

Le présent arrêté sera notifié au Syndicat Martiniquais de Traitement et de Valorisation des Déchets

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Secrétaire général de la préfecture ;
- M. le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;
- M. le Maire de Fort-de-France.

Qui sont chargés, chacun pour ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Martinique.

-7 JUIN 2016

Pour le Prêtre et par délégation
le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Région Martinique

Patrick AMOUSSOU-ADEBLE

ANNEXE I : PLAN DE MASSE DE L'ÉTABLISSEMENT

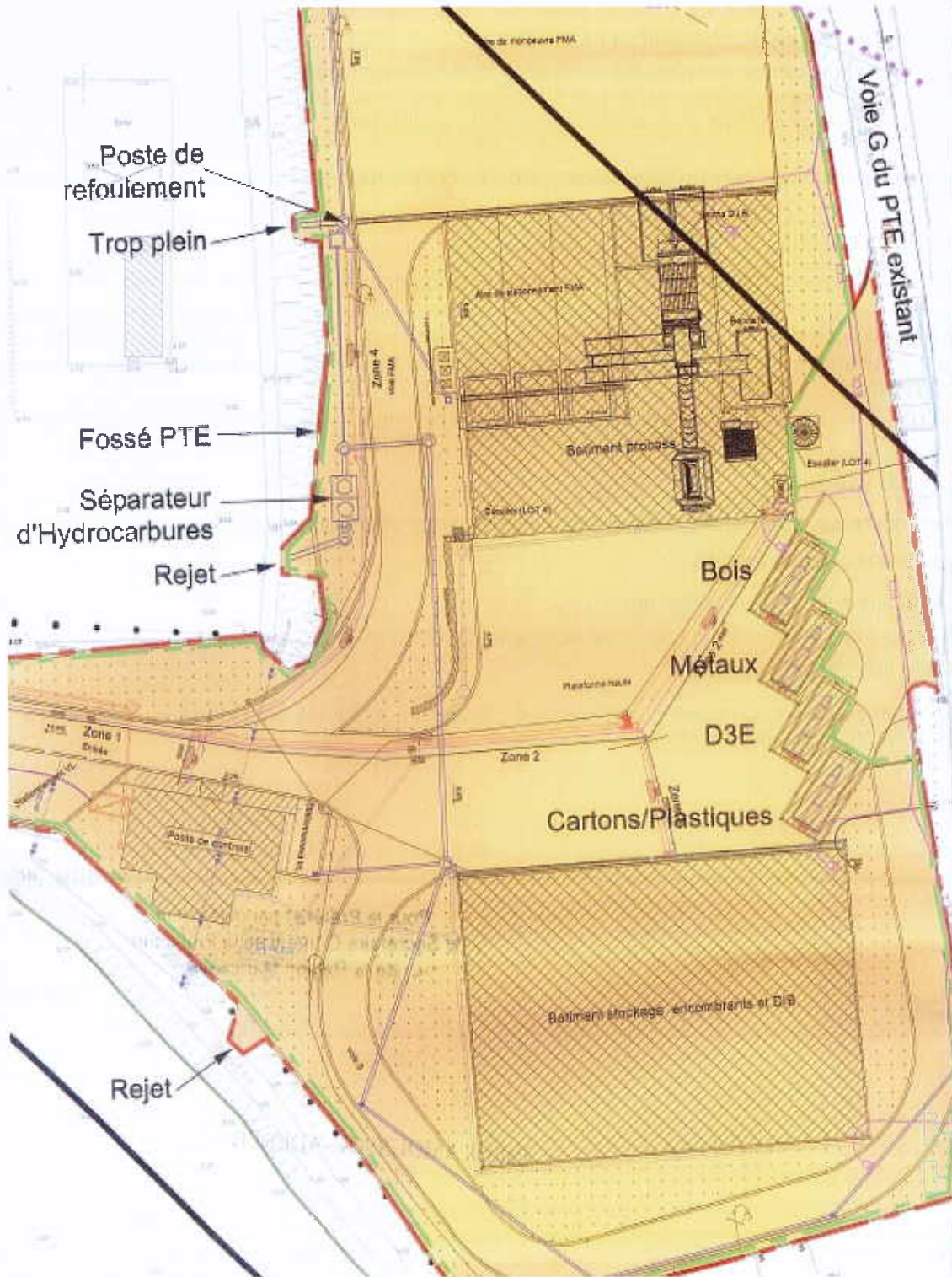


TABLE DES MATIÈRES

TITRE 1- Portée de l'autorisation et conditions générales.....	3
CHAPITRE 1.1Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	3
Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement.....	3
CHAPITRE 1.2Nature des installations.....	3
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	3
Article 1.2.2. Situation de l'établissement.....	5
Article 1.2.3. Autres limites de l'autorisation.....	5
Article 1.2.3.1. Nature des déchets admissibles.....	5
Article 1.2.3.2. Origine géographique des déchets.....	5
Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées.....	5
Article 1.2.5. Modes de fonctionnement.....	5
Article 1.2.5.1. Mode normal.....	5
Article 1.2.5.2. Mode transitoire.....	5
CHAPITRE 1.3Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	6
Article 1.3.1. Conformité.....	6
CHAPITRE 1.4Durée de l'autorisation.....	6
Article 1.4.1. Durée de l'autorisation.....	6
CHAPITRE 1.5Garanties financières.....	6
Article 1.5.1. Objet des garanties financières.....	6
Article 1.5.2. Montant des garanties financières.....	6
Article 1.5.3. Établissement des garanties financières.....	6
Article 1.5.4. Renouvellement des garanties financières.....	6
Article 1.5.5. Actualisation des garanties financières.....	6
Article 1.5.6. Modification du montant des garanties financières.....	6
Article 1.5.7. Absence de garanties financières.....	6
Article 1.5.8. Appel des garanties financières.....	7
Article 1.5.9. Levée de l'obligation de garanties financières.....	7
CHAPITRE 1.6 Modifications et cessation d'activité.....	7
Article 1.6.1. Porter à connaissance.....	7
Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	7
Article 1.6.3. Équipements abandonnés.....	7
Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement.....	7
Article 1.6.5. Changement d'exploitant.....	7
Article 1.6.6. Cessation d'activité.....	8
CHAPITRE 1.7Réglementation.....	8
Article 1.7.1. Réglementation applicable.....	8
Article 1.7.2. Respect des autres législations et réglementations.....	8
TITRE 2- Gestion de l'établissement.....	9
CHAPITRE 2.1Exploitation des installations.....	9
Article 2.1.1. Objectifs généraux.....	9
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation.....	9
Article 2.1.3. Conditions générales d'exploitation et de circulation.....	9
Article 2.1.4. Prévention contre la prolifération des nuisibles.....	9
CHAPITRE 2.2Conditions de gestion des déchets.....	9

Article 2.2.1. Admission des déchets.....	9
Article 2.2.2. Registre des déchets entrants.....	9
Article 2.2.3. Stockage.....	10
Article 2.2.4. Tri des déchets.....	10
Article 2.2.5. Transfert des OM – mode transitoire.....	10
Article 2.2.6. Déchets sortants de l'installation.....	10
Article 2.2.6.1. Déchets sortants.....	10
Article 2.2.6.2. Registre des déchets sortants.....	10
Article 2.2.7. Transport.....	10
CHAPITRE 2.3 Réserves de produits ou matières consommables.....	11
Article 2.3.1. Réserves de produits.....	11
CHAPITRE 2.4 Intégration dans le paysage.....	11
Article 2.4.1. Propreté.....	11
Article 2.4.2. Esthétique.....	11
CHAPITRE 2.5 Danger ou nuisance non prévu.....	11
Article 2.5.1. Danger ou nuisance non prévu.....	11
CHAPITRE 2.6 Incidents ou accidents.....	11
Article 2.6.1. Déclaration et rapport.....	11
CHAPITRE 2.7 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	11
Article 2.7.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	11
CHAPITRE 2.8 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	12
Article 2.8.1. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	12
TITRE 3- Prévention de la pollution atmosphérique.....	13
CHAPITRE 3.1 Conception des installations.....	13
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	13
Article 3.1.2. Odeurs.....	13
Article 3.1.3. Voies de circulation.....	13
Article 3.1.4. Émissions diffuses et envols de poussières.....	13
CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet.....	13
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	13
Article 3.2.2. Conditions générales de rejet.....	13
TITRE 4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	14
CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	14
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	14
Article 4.1.2. Protection des eaux d'alimentation.....	14
Article 4.1.2.1. Prélèvement d'eau en nappe par forage.....	14
Article 4.1.3. Utilisation de l'eau.....	14
CHAPITRE 4.2 Collecte des effluents liquides.....	14
Article 4.2.1. Dispositions générales.....	14
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	14
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	14
Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	15
CHAPITRE 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu	15
Article 4.3.1. Identification des effluents.....	15
Article 4.3.2. Collecte des effluents.....	15
Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	15
Article 4.3.4. Entretien et conduite des débourbeurs-déshuileur.....	15
Article 4.3.5. Autorisation et Convention de déversement.....	15
Article 4.3.6. Localisation des points de rejet.....	16

Article 4.3.7. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	16
Article 4.3.7.1. Conception.....	16
Article 4.3.7.1.1 Rejet dans le milieu naturel.....	16
Article 4.3.7.1.2 Rejet dans une station collective.....	16
Article 4.3.7.2. Aménagement.....	16
Article 4.3.7.2.1 Aménagement des points de prélèvements.....	16
Article 4.3.7.2.2 Section de mesure.....	17
Article 4.3.8. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	17
Article 4.3.9. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires interne à l'établissement.....	17
Article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans une installation d'épuration collective.....	17
Article 4.3.10.1. Rejets dans une station d'épuration collective.....	17
Article 4.3.10.2. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.....	17
Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques (d).....	18
Article 4.3.12. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	18
Article 4.3.13. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales (a).....	18
TITRE 5- Déchets produits par le site.....	19
CHAPITRE 5.1Principes de gestion.....	19
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	19
Article 5.1.2. Séparation des déchets.....	19
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	19
Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	19
Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....	19
Article 5.1.6. Transport.....	20
Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement.....	20
TITRE 6 Prévention des nuisances sonores, des vibrations et DES EMISSIONS LUMINEUSES.....	21
CHAPITRE 6.1Dispositions générales.....	21
Article 6.1.1. Aménagements.....	21
Article 6.1.2. Véhicules et engins.....	21
Article 6.1.3. Appareils de communication.....	21
CHAPITRE 6.2Niveaux acoustiques.....	21
Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	21
Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	21
PERIODE DE JOUR.....	21
PERIODE DE NUIT.....	21
CHAPITRE 6.3Vibrations.....	21
Article 6.3.1. Vibrations.....	21
CHAPITRE 6.4Émissions lumineuses.....	22
Article 6.4.1. Émissions lumineuses.....	22
TITRE 7- Prévention des risques technologiques.....	23
CHAPITRE 7.1Généralités.....	23
Article 7.1.1. Localisation des risques.....	23
Article 7.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux.....	23
Article 7.1.3. Propreté de l'installation.....	23
Article 7.1.4. Contrôle des accès.....	23
Article 7.1.5. Circulation dans l'établissement.....	23
Article 7.1.6. Étude de dangers.....	23
Article 7.1.7. Information des installations au voisinage.....	23
CHAPITRE 7.2Dispositions constructives.....	23
Article 7.2.1. Plan de prévention des risques technologiques SARA-Antilles Gaz.....	23

Article 7.2.2. Comportement au feu.....	23
Article 7.2.3. Intervention des services de secours.....	24
Article 7.2.3.1. Accessibilité.....	24
Article 7.2.3.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.....	24
Article 7.2.3.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.....	24
Article 7.2.3.4. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins.....	24
Article 7.2.4. Désenfumage.....	24
Article 7.2.5. Moyens de lutte contre l'incendie.....	24
CHAPITRE 7.3 Dispositif de prévention des accidents.....	25
Article 7.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	25
Article 7.3.2. Installations électriques.....	25
Article 7.3.3. Protection contre la foudre.....	25
Article 7.3.4. Ventilation des locaux.....	25
Article 7.3.5. Stockage dans les ateliers.....	25
Article 7.3.6. Canalisations de transport.....	25
CHAPITRE 7.4 Dispositif de prévention des pollutions accidentelles.....	26
Article 7.4.1. Organisation de l'établissement.....	26
Article 7.4.2. Connaissance des produits étiquetage.....	26
Article 7.4.3. Rétentions.....	26
Article 7.4.4. Règles de gestion des stockages en rétention.....	27
Article 7.4.5. Eaux d'extinction - confinement.....	27
CHAPITRE 7.5 Dispositions d'exploitation.....	27
Article 7.5.1. Surveillance de l'installation.....	27
Article 7.5.2. Envols.....	27
Article 7.5.3. Travaux.....	27
Article 7.5.4. Vérification périodique et maintenance des équipements.....	27
Article 7.5.5. Consignes d'exploitation.....	27
Article 7.5.6. Formation du personnel à la lutte contre l'incendie.....	28
CHAPITRE 7.6 Radioactivité.....	28
Article 7.6.1. Déchets entrants autorisés et contrôlés.....	28
Article 7.6.2. Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs.....	28
TITRE 8- Surveillance des émissions et de leurs effets.....	30
CHAPITRE 8.1 Programme d'auto surveillance.....	30
Article 8.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	30
Article 8.1.2. Mesures comparatives.....	30
Article 8.1.3. Suivi des déchets.....	30
Article 8.1.3.1. Déclaration.....	30
Article 8.1.4. Auto surveillance des niveaux sonores.....	30
CHAPITRE 8.2 Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	30
Article 8.2.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.....	30
Article 8.2.2. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores.....	31
CHAPITRE 8.3 Bilans périodiques.....	31
Article 8.3.1. Bilans et rapports annuels.....	31
Article 8.3.1.1. Rapport annuel.....	31
Article 8.3.1.2. Information du public.....	31
Article 8.3.2. Application de la Directive 2010/75/UE du 24/11/2010 relative aux émissions industrielles « IED ».....	31
Article 8.3.2.1. Installations concernées par une activité IED.....	31
Article 8.3.2.2. Dossier de réexamen.....	31
Article 8.3.2.3. Rapport de base.....	32

TITRE 9- Délais et voies de recours-PUBLICITE-EXECUTION.....	33
Article 9.1.1. Délais et voies de recours.....	33
Article 9.1.2. Publicité.....	33
Article 9.1.3. Exécution.....	33
Annexe I :Plan de masse de l'établissement.....	34

DEAL

R02-2016-06-30-009

Arrêté portant modification à l'organisation de la DEAL de
la Martinique

Arrêté portant modification à l'organisation de la DEAL de la Martinique



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

*Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique*

ARRÊTÉ N° 2016 -

portant modification à l'organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'Outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu l'arrêté n° 10-04324 du 30 décembre 2010 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 portant nomination de M. Fabrice RIGOULET-ROZE en qualité de Préfet de la Région Martinique, Préfet de la Martinique ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 2015, portant nomination d'un Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er}.

LA DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT (DEAL) de la Martinique est constituée des entités suivantes :

- la direction,
- le secrétariat général,
- 6 services,
- 2 missions.

Les services mettent en œuvre les politiques publiques sectorielles. Il s'agit des services :

- Paysage, Eau et Biodiversité - (SPEB)
- Risques Énergie et Climat - (SREC)
- Connaissance, Prospective, Développement Territorial (SCPDT)
- Transport, Mobilité, Sécurité - (STMS)
- Bâtiment Durable et Aménagement - (SBDA)
- Logement Ville Durable – (SLVD)

Les missions assurent un rôle transversal :

- mission Stratégie Performance et Promotion du Développement Durable - (SPPDD)
- mission Enquêtes Publiques et Affaires Juridiques - (EPAJ)

Article 2.

Le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement est assisté de deux directeurs adjoints. Ils assurent le volet « défense », en qualité de délégués ministériels de la zone de défense Antilles.

Sont rattachées à la direction, les deux missions, le pôle communication (COM), le comité local d'action sociale (CLAS).

La mission **STRATÉGIE PERFORMANCE ET PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (SPPDD)** a pour missions de :

- gérer toutes les affaires relatives au dialogue de gestion, au contrôle de gestion et à la qualité : coordination du dialogue de gestion, le conseil et le contrôle de gestion, l'appui aux démarches de modernisation ainsi que la mise en œuvre, le pilotage et le suivi d'une démarche de maîtrise des risques ;
- assurer les relations avec les collectivités pour les services transférés ;
- réaliser une analyse budgétaire et financière des structures sous tutelle ou bénéficiant de subventions de l'État ;

- assurer le suivi du Contrat de Plan État / Région (CPER), ainsi que les activités au moyen de l'application SALSA, les effectifs au moyen de l'application VISIOM et la gestion des conventions relatives aux services transférés ;
- évaluer les politiques publiques et d'impulser les actions relatives à la mise en œuvre et au suivi de la stratégie Nationale pour la Transition Écologique ;
- promouvoir le développement durable auprès des différents acteurs institutionnels, économiques et associatifs, notamment piloter les démarches d'éco-responsabilité et animer le réseau des correspondants éco-responsables ;
- mettre à la disposition du public toutes les informations relatives à l'environnement et au développement durable.

La mission **ENQUÊTES PUBLIQUES ET AFFAIRES JURIDIQUES (EPAJ)** a pour mission de :

- traiter les divers contentieux ayant trait aux domaines d'activité de la DEAL : élaborer les PV, défendre les dossiers devant la juridiction compétente, suivre la bonne exécution des jugements rendus en lien avec la Préfecture ;
- assurer le secrétariat de la Commission de conciliation ;
- gérer l'assermentation des agents ;
- assurer l'organisation et la gestion des commissions consultatives (CDNPS, CODERST, ...) : rédaction des projets d'arrêtés liés à la mise en place de ces différentes commissions production des notes, des comptes-rendus, ... ;
- assurer la gestion et le suivi des dossiers d'enquêtes publiques ;
- assurer la gestion des commissaires enquêteurs : élaborer le plan de formation des commissaires enquêteurs, la mise en place de ces formations, la gestion de la liste des commissaires enquêteurs ;
- assurer un rôle de conseil juridique auprès des services Internes et externes ;
- procéder à la rédaction de projet d'arrêtés et de mémoire.

PÔLE COMMUNICATION

Le pôle Communication est en charge de la mise en œuvre de la politique de communication de la Direction, aussi bien en interne qu'en externe. Il est aussi l'appui de la préfecture et de la Direction de la Mer pour certaines actions de communication de l'État. Il assure le rôle de correspondant du label Marianne.

Le pôle Communication participe aux démarches de modernisation et concourt à l'accompagnement des personnels dans le processus de changement. Il gère les sites internet et intranet de la DEAL Martinique en assurant les fonctions de webmestre.

COMITÉ LOCAL D'ACTION SOCIALE INTER-SERVICES (CLAS-i)

Le Comité, présidé par un agent fonctionnaire de la DEAL ou de la DM, pilote l'action sociale au sein du service dans le cadre du plan local d'action sociale. Il associe aussi les personnels retraités et les enfants des agents à certaines des actions arrêtées.

Article 3.

LE **SECRETARIAT GÉNÉRAL (SG)** a pour missions de :

- assurer la gestion administrative et financière des personnels titulaires et non titulaires ;
- traiter tous les actes administratifs intervenant dans la carrière des personnels renseigner les agents pour tout événement touchant leur carrière, leur statut, leur rémunération ;
- organiser les concours et examens nationaux déconcentrés ;
- définir et mettre en œuvre des modalités de développement de compétences en s'appuyant principalement sur la formation ;
- assurer la rencontre, l'écoute, l'information, le conseil et l'orientation des agents ;
- d'assurer la médiation en cas de conflit interne à une entité de la DEAL ;
- de faire le relais entre les recommandations des médecins du travail et les consultants ;
- appuyer le CLAS-i pour la réalisation d'action collective ;
- élaborer et suivre le registre unique de sécurité (RUS) ;
- enquêter sur les accidents du travail ;
- animer le réseau de prévention au sein de la DEAL ;
- former les correspondants hygiène et sécurité de la DEAL ;
- organiser en collaboration avec le médecin de prévention les visites de chantiers et des postes de travail ;
- assurer la distribution aux services des moyens en matériel et mobilier de bureau nécessaires à leur bon fonctionnement ;
- assurer la gestion des agents d'entretien et de gardiennage ;
- assurer l'entretien du patrimoine immobilier et des véhicules en pool ;
- gérer les logements de passage ;
- gérer et préparer les salles de réunion ;
- assurer l'archivage intermédiaire des services et le dépôt des archives définitives aux archives départementales ;
- élaborer et mettre en œuvre le plan d'informatisation ;
- gérer et organiser la maintenance du parc informatique (matériels et logiciels), de la téléphonie et des équipements associés, de la reprographie ;
- assurer la sécurité des systèmes informatiques ;
- animer le réseau des correspondants informatiques, des correspondants fonctionnels d'applications (CFA) ;
- assurer la veille technologique ;
- piloter la fonction «achat» et conseil aux services ;
- assurer le contrôle et le suivi du budget de fonctionnement (BOP-0217) et des marchés ;
- assurer la réception, la distribution, le suivi des moyens budgétaires (BOP-0217) ;
- administrer l'application Chorus-formulaires.

Article 4.

LE SERVICE PAYSAGES EAU BIODIVERSITÉ (SPEB) a pour mission de :

- décliner et mettre en œuvre la stratégie nationale pour la biodiversité, la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), la Directive Eau Résiduaires Urbaines (DERU) ;
- décliner et mettre en œuvre et le schéma national des données sur l'eau ;
- diriger la révision périodique du SDAGE ;
- définir les réseaux de surveillance et suivre l'évolution de l'état des masses d'eau
- accompagner les contrats de territoire (contrats de baie, de rivière) ;
- animer la Mission Inter-services de l'eau, contribue à la lutte contre les pollutions diffuses ;
- suivre l'évolution des débits des cours d'eau via l'activité d'une cellule de veille hydrologique ;
- développer la connaissance et la préservation de la biodiversité, des espaces et des paysages ;
- participer à la mise en place, mise en valeur et surveillance des espaces protégés (dont les aires marines) ;
- préserver et restaurer la continuité écologique au travers de la trame verte et bleue ;
- décliner et mettre en œuvre les plans nationaux d'action pour des espèces en danger de disparition, les plans d'action contre les espèces invasives, le plan d'action de l'IFRECOR (initiative française pour les récifs coralliens) ;
- assurer le secrétariat du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN), du comité local de l'IFRECOR et du comité de bassin ;
- instruire les dossiers d'aménagement et les demandes de travaux en rivière ou sur le littoral au titre de la loi sur l'eau, les demandes d'adduction en eau potable (AEP), de prélèvements pour l'irrigation, les projets d'assainissement pour les mises en conformité au titre de la directive Eaux Résiduelles Urbaines (ERU) ... ;
- piloter les activités du service mixte de la police de l'environnement (ONCFS/ONEMA) et animer le club police de l'environnement ;
- assurer la gestion du domaine public et maritime (DPM) naturel et sa surveillance ;
- assurer la gestion du trait de côte par la délimitation du rivage sur les secteurs à enjeux et développer dans ce cadre une stratégie locale de gestion de l'interface terre-mer.

Article 5.

LE SERVICE RISQUES ÉNERGIE CLIMAT (SREC) a pour missions de :

- déployer la politique du MEDDE sur les risques naturels, à travers la mise en œuvre du Plan séisme Antilles, la connaissance des aléas majeurs, la mise en œuvre des politiques de prévention et de gestion des risques associés et la gestion du Fond de Prévention du Risque Naturel Majeur ;
- contribuer à l'élaboration de l'avis de l'autorité environnementale pour les dossiers ICPE relevant de son champ de compétence ;
- assurer le suivi de la déclinaison à l'échelon local des plans nationaux (plan national santé environnement, plan protection atmosphère, plan de prévention bruit, etc.) ;

- traiter l'ensemble des problématiques relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (hors élevage), des produits chimiques, des sites et sols pollués et plus généralement de la thématique déchets ;
- participer au suivi du fonctionnement de l'association du suivi de la qualité de l'air en liaison avec la direction générale de l'énergie et du climat ;
- assurer le contrôle de l'activité véhicules : supervision des centres de contrôle techniques de véhicules, réception à titre isolé, etc. ;
- contrôler les activités technologiques à risque majeur (Seveso, canalisations de transport de matières dangereuses) ou à risques accidentels (équipements sous pression, explosifs) ;
- suivre l'exploitation des carrières pour lesquelles il assure la mission d'inspection du travail ;
- traiter au titre de l'énergie et du climat des dossiers liés à la sécurité / sûreté de l'approvisionnement énergétique, à la promotion des énergies renouvelables et aux actions concernant le réchauffement climatique ;
- participer à élaboration de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Article 6.

LE SERVICE CONNAISSANCE, PROSPECTIVE, DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL (SCPDT) dispose en plus de ses bureaux au siège de la DEAL de deux Unités Territoriales (UT) implantées :

- à Rivière-Salée pour le Sud (UTS)
- à Trinité pour le Nord (UTN)

Le SCPDT a pour missions de :

- organiser, gérer et diffuser en interne et en externe le recueil des connaissances dans les différents domaines d'intervention de la DEAL ;
- apporter un appui technique à tous les services et missions de la DEAL en matière d'organisation du recueil des données (factuelles et géographiques) pour leur bonne intégration aux systèmes développés par la DEAL ;
- être le référent de la DEAL dans les différentes démarches statistiques et d'information géographique du Ministère et des partenaires locaux (dont SIG 972). À ce titre, le pôle -mobiliser les fonctionnalités du SIG pour concevoir les outils d'analyse territoriale et de suivi de l'efficacité des politiques publiques, notamment dans le contexte de la LOLF, en contribuant à la préparation des rapports annuels de performance (RAP) ;
- assurer le porter à connaissance réglementaire dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme ou des documents de planification généraux et sectoriels ;
- assurer le suivi de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme et en effectuer le contrôle de légalité ;
- réaliser des diagnostics de thématiques en coordination avec les unités territoriales ;
- piloter des études générales ;
- participer à l'association et au suivi de l'élaboration des documents de planification généraux et sectoriels ;
- participer aux séances de travail organisées par les E.P.C.I. pour l'élaboration des documents de planification générale ;

- contribuer à l'instruction, en lien avec la mission SPPDD, des demandes de subvention déposées par les E.P.C.I. et les communes ;
- définir, en concertation avec l'ensemble des services de la DEAL, le programme des études (dont programme partenarial de l'Agence de développement et d'urbanisme de la Martinique) ;
- préparer l'avis de la DEAL sur les études d'impact et d'évaluation environnementales et, plus généralement, veiller à la bonne application des textes en vigueur en matière de prise en compte de l'environnement dans les plans, projets, programmes et l'ensemble des projets d'aménagement, d'installations, d'ouvrages et de travaux divers ;
- veiller à la prise en compte des avis techniques et expertises des autres services de la DEAL dans la préparation des avis de la DEAL par l'animation d'un atelier de coordination « dires de l'état » ;
- assurer l'application du droit des sols pour les communes de moins de dix mille habitants sur le territoire de la CAESM et de la CCNM ;
- instruire les dossiers d'accessibilité en lien avec le pôle Bâtiment Durable du SBDA, référent pour la DEAL ;
- traiter les dossiers accessibilité de Saint-Pierre et de la commune de Saint-Joseph (CACEM) et du Lamentin (CACEM) ;
- centraliser l'émission des taxes locales d'urbanisme ;
- représenter la DEAL au sein des commissions d'arrondissement et groupes de visites. -assurer en lien avec le SBDA le secrétariat des commissions d'accessibilité d'arrondissement et l'organisation des groupes de visite ;
- apporter son concours à la gestion du domaine public maritime et des 50 Pas Géométriques ;
- participer à la lutte contre les constructions illicites ;
- participer au contrôle des chantiers de logements évolutifs sociaux (LES) et d'opérations d'aide à l'amélioration de l'habitat (ANAH).

Article 7.

LE SERVICE TRANSPORT, MOBILITÉ, SÉCURITÉ (STMS) a pour missions de :

- assurer la gestion de l'observatoire de la sécurité routière et les fonctions assurées au sein de l'observatoire de la sécurité routière : suivi des statistiques d'accidents et pilotage des études d'accidentologie ;
- assurer, en lien avec la DPICA et les gestionnaires de réseau, le suivi de la vie des radars et proposer l'implantation de nouveaux équipements ;
- contribuer à l'exploitation des réseaux routiers et à leurs préservations en instruisant les demandes d'autorisations pour les épreuves sportives empruntant des voies publiques et les demandes d'autorisation permanente ou ponctuelle de transport exceptionnel ;
- assurer le suivi et l'enregistrement des dossiers candidats au permis de conduire, l'organisation des examens et le suivi des auto-écoles et des établissements en charge de l'organisation des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;
- assurer la coordination et l'animation de la politique locale de sécurité routière, en contribuant à l'élaboration et en mettant en œuvre le document général d'orientations (DGO) et le plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR) ;

- gérer et animer le réseau des intervenants départementaux de sécurité routière (IDSR) et de chargés de mission sécurité routière (CMSR) ;
- gérer les registres des transports (personnes, marchandises et commissionnaires) ;
- instruire les demandes d'autorisation d'exercer la profession de transporteur ou de commissionnaire de transport ;
- organiser les épreuves et le jury d'examen pour l'attestation de capacité à l'exercice du métier de transporteur ;
- assurer le contrôle des transporteurs ;
- assurer le secrétariat de la commission régionale de sanctions administratives (CRSA) ;
- proposer des évolutions ou des adaptations réglementaires destinées à mieux prendre en compte les spécificités insulaires ;
- animer le secteur des transports, conseiller et assurer le rôle de médiateur.

Article 8.

LE SERVICE BÂTIMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT (SBDA) a pour missions de :

- assister le préfet dans la gestion du patrimoine immobilier de l'État ;
- assurer la représentation de la DEAL au sein de la Cellule Régionale de Suivi Technique de l'Immobilier de l'État (CRSTIE) ;
- élaborer, pour le compte du Préfet de région et en collaboration directe avec le Responsable Régional de la Politique Immobilière de l'État (RRPIE), le Schéma Directeur Immobilier Régional (SDIR) de l'État en Martinique ;
- assurer toutes les missions régaliennes en matière d'accessibilité (bâtiments, voirie et transports publics) ;
- coordonner pour la DEAL la participation aux commissions de sécurité ;
- mettre en œuvre pour le compte du Préfet l'Agenda d'Accessibilité Programmée État (Ad'AP) ;
- promouvoir les concepts du développement durable en Martinique dans le domaine de la construction ;
- conseiller les collectivités pour la mise en œuvre des engagements du Grenelle les concernant ;
- développer des partenariats avec les bailleurs sociaux pour la mise aux normes des anciennes résidences de leurs parcs et veiller à l'intégration des nouvelles règles techniques dans les programmes de construction neuve ;
- assurer la conduite d'opération des projets de constructions publiques (neuf et réhabilitation) pour le compte de l'État, dans toutes ses composantes, de la phase programme à la réception ;
- contribuer à la mise en œuvre du Plan Séisme Antilles pour son volet État ;
- porter un appui opérationnel au Préfet et à l'Agence Régionale de Santé (ARS) dans la lutte contre l'habitat indigne en assurant la conduite d'opération des travaux d'office de sortie d'insalubrité ;
- assurer la gestion du domaine public fluvial de l'État et de l'entretien des rivières pour réduire la vulnérabilité des biens et des populations face aux risques d'inondation tout en préservant le bon état des masses d'eau ;
- assurer, en appui technique au Préfet, l'instruction des dossiers de demande d'aide des collectivités locales et de leurs groupements (communes, collectivité

- territoriale, EPCI, ...) touchés par une catastrophe naturelle pour tout ce qui concerne les dégâts causés sur les équipements publics non assurables ;
- assurer l'instruction des dossiers du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) et du Fonds pour les Restructurations de la Défense (FRED).

Article 9.

LE SERVICE LOGEMENT ET VILLE DURABLE (SLVD) a pour missions de :

- définir la stratégie de programmation de logements sociaux et instruire les demandes d'agrément « aides à la pierre » de Logement Locatif Social (LLS) et Logement Locatif Très Social (LLTS), ainsi que les agréments « Prêt Locatif Social » (PLS) ;
- participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique de lutte contre l'habitat indigne en Martinique : animation du PDLHI, appui à l'élaboration des PILHI et PCLHI, secrétariat du Comité technique de lutte contre l'habitat indigne, suivi du volet coercitif et opérationnel (Résorption de l'Habitat Indigne) ;
- définir les priorités en matière de réhabilitation de logements des propriétaires occupants. Instruire les dossiers de demandes de subvention d'aides à l'amélioration de l'habitat ;
- encourager en s'appuyant sur les opérateurs, l'accession sociale à la propriété notamment dans les Logements Évolutifs Sociaux (LES) ;
- assurer les fonctions de délégué territorial adjoint de l'ANAH, mettre en œuvre la politique de réhabilitation du parc des propriétaires bailleurs dans le cadre d'opérations programmées ou dans le diffus ;
- assurer les fonctions de délégué territorial adjoint de l'ANRU. Contribuer à la définition et à la mise en œuvre des projets de rénovation urbaine. Assurer l'instruction des projets, des conventions pluriannuelles (PDRU / NPRU, Bon Air, PNRQAD) et de leurs avenants ;
- contribuer en partenariat avec la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), à la définition du Plan D'Action pour le Logement des Plus Défavorisés (PDALPD) et en suivre le déroulement ;
- gérer le contingent préfectoral avec le souci de répondre aux exigences du Droit Au Logement Opposable (DALO) ;
- vérifier le respect des obligations des collectivités issues de l'article 55 de la loi SRU et inciter celles assujetties aux prélèvements à préparer des CAFO ;
- gérer le numéro unique en Martinique et en assure le suivi ;
- mobiliser le foncier pour favoriser la construction de logements sociaux ;
- Promouvoir le plan national « ville durable », accompagner les maîtres d'ouvrages dans leurs démarches « éco-quartier », promouvoir la qualité environnementale et architecturale des logements sociaux.

Article 10.

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

30 JUN 2016

Le préfet de la Martinique

Fabrice RIGOUTET-ROZE

9 / 9

DIRECTION DE LA MER DE LA MARTINIQUE

R02-2016-06-30-002

Arrêté au bénéfice de la société RIS'K

Arrêté portant prolongation de l'Autorisation d'Occupation Temporaire du DPM au bénéfice de la société RIS'K



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARTINIQUE

Direction de la mer de la Martinique

ARRETE n°

Portant prolongation de l'Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public Maritime au bénéfice de la **société RIS'K**, pour la mise en place d'un barrage anti-sargasses à l'intérieur du périmètre du port de la commune Marigot (Martinique)

LE PREFET DE LA MARTINIQUE

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3 ; L. 2124-5 ; L.2125-1 à L.2125-6 ; L.2132-3 et suivants ;

VU le Code du Domaine de l'État

VU le Code de l'Environnement ;

VU le code pénal ;

VU la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du Littoral et de son décret d'application n° 89-734 du 13 octobre 1989 ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

VU l'arrêté interministériel du 1^{er} septembre 2015 portant nomination de Monsieur Michel PELTIER, administrateur en chef de 1ère classe des Affaires Maritimes, en qualité de directeur de la mer (DM) de la Martinique ;

VU l'arrêté préfectoral DALI/PAJC en date du 08 décembre 2015 accordant délégation de signature à Monsieur Michel PELTIER, Directeur de la Mer de la Martinique ;

VU l'arrêté préfectoral n° R02-2016-02-22-001 en date du 22 février 2016 portant Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public Maritime au bénéfice de la **société RIS'K**, pour la mise en place d'un barrage anti-sargasses à l'intérieur du périmètre du port de la commune Marigot (Martinique) ;

Rue Victor Sévère - B.P. 647 - 648 - 97262 FORT-DE-FRANCE CEDEX
Tél. : 0596 39 36 00 - Télécopie : 0596 71 40 29

VU la demande en date du 23 juin 2016 présentée par la société RIS'K, représentée par sa gérante, Madame POULLET Annie Dominique portant à la prolongation d'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public maritime ;

Considérant que le projet de test du barrage anti-sargasse est toujours en cours.

Sur Proposition du Directeur de la Mer de la Martinique,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime accordée à titre expérimental est prolongée pour une durée de **SIX mois** à compter du 22 mai 2016.

ARTICLE 2 :

Le Directeur de la Mer est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Fort de France, le **30 JUIN 2016**

Pour le Préfet de la Martinique et par délégation

L'Administrateur des Affaires maritimes
Hervé MOUSSARON
Directeur-adjoint de la mer



DIRECTION DE LA MER DE LA MARTINIQUE

R02-2016-06-30-001

Arrêté de renouvellement d'AOT au profit de M

*Arrêté portant renouvellement de l'Autorisation d'Occupation Temporaire du DPM au bénéfice de
Monsieur André GILLET*



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de la mer de la Martinique

ARRETE

Portant renouvellement de l'Autorisation d'Occupation Temporaire du
Domaine Public Maritime au bénéfice de Monsieur André GILLET

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et le Code du Domaine de l'État dans sa partie réglementaire et notamment l'article R 2124-43 ;

VU le Code de l'Environnement notamment son article L. 219-7 ;

VU la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du Littoral et de son décret d'application n° 89-734 du 13 octobre 1989 ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'Outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

VU l'arrêté interministériel du 1^{er} septembre 2015 nommant M. Michel PELTIER en qualité de directeur de la mer de la Martinique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 décembre 2015 accordant délégation de signature à Monsieur Michel PELTIER, Directeur de la Mer de la Martinique ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 2015 nommant M. Hervé MOUSSARON en qualité de directeur adjoint de la mer de la Martinique ;

VU l'arrêté portant autorisation d'occupation temporaire n° 09-04011 du 28 octobre 2009 ;

VU la demande en date du 09 avril 2016 par laquelle Monsieur André GILLET sollicite le renouvellement de La dite autorisation ;

VU l'avis réputé favorable du Commandant de la Zone Maritime Antilles – Division « Action de l'Etat en mer » consulté par courrier en date du 21 avril 2016 ;

VU l'avis réputé favorable du maire de la ville des Trois-Ilets consulté par courrier en date du 21 avril 2016 ;

VU l'avis du Directeur Régional des Finances Publiques de la Martinique en date du 27 avril 2016 fixant les conditions financières de la présente autorisation ;

VU l'avis favorable en date du 9 juin 2016 de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique (DEAL) ;

Sur Proposition du Directeur de la Mer

Rue Victor Sévère - B.P. 647 - 648 - 97262 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Tél. : 0596 39 36 00 - Télécopie : 0596 71 40 29

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur André **GILLET** domicilié 6, résidence Pins Caraïbes (97229 - LES TROIS-ILETS) - est autorisé à mettre en place un corps mortau lieu-dit Pointe des Pères, sur le territoire de la ville des Trois-Ilets, pour amarrer son bateau dénommé TESS immatriculé 664030, conformément aux plan annexé au présent arrêté.

Les points des coordonnées géographiques GPS (WGS 84) (degrés, minutes, millième de minutes) de ce corps morts sont :

- latitude : 14°32.510' N
- longitude : 061°01.940' W

En cas d'alerte cyclonique ou de forte houle sur la côte, l'utilisation de ce corps mort n'est pas autorisée.

Le permissionnaire devra, en tout temps, se conformer aux injonctions que le Maire ou ses délégués lui donneront pour déplacer le corps mort afin de permettre l'organisation d'événements nautiques annuels.

Le permissionnaire devra installer des petits flotteurs secondaires sur la chaîne qui relie le corps-mort à la bouée, afin d'éviter le ragage de celle-ci sur l'herbier.

ARTICLE 2 : Le permissionnaire prendra toutes les dispositions pour ne pas gêner la circulation maritime des plaisanciers ou entraver le bon fonctionnement des appareils de signalisation maritime qui pourraient exister sur les lieux.

Il devra, en tout temps, se conformer aux règlements et textes dans l'intérêt de la circulation, de la conservation du Domaine Maritime, de la sécurité ou de l'hygiène publique.

Le permissionnaire sera tenu de mettre son installation à la disposition des navires en difficulté ou des navires participant à l'action de l'État en mer dans le cadre de leur mission, sans être tenu à aucune rétribution.

Le permissionnaire sera seul responsable (sauf recours contre qui de droit) de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de la présente autorisation qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute commise.

ARTICLE 3 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux textes législatifs ou réglementaires susvisés, après mise en demeure du permissionnaire restée sans effet, sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour une durée de **CINQ ANS (5 ans)** qui commencera à courir à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut toutefois être retirée par l'Administration à tout moment pour cause d'utilité publique pour inexécution des conditions stipulées dans le présent arrêté.

La prorogation de l'autorisation sera expressément subordonnée à la présentation d'une nouvelle demande formulée dans les conditions réglementaires **SIX MOIS** au moins avant la date d'expiration du délai prévu par le présent arrêté.

Rue Victor Sévère - B.P. 647 - 648 - 97262 FORT-DE-FRANCE CEDEX
Tél. : 0596 39 36 00 - Télécopie : 0596 71 40 29

ARTICLE 5 : La présente autorisation a un caractère personnel et ne pourra se transmettre sans autorisation des services ayant concouru à sa délivrance. En cas de cession non autorisée, le titulaire de l'autorisation demeurera responsable des conséquences de l'occupation.

ARTICLE 6 : Si la présente autorisation est retirée ou si à son expiration, elle n'a pas été prorogée dans les conditions stipulées à l'article précédent, l'administration pourra conserver tout ou partie des installations construites par le permissionnaire ou contraindre celui-ci à remettre les lieux en leur état primitif, et ce, dans un délai d'**UN MOIS**, à dater de la notification qui lui sera faite par l'Administration de l'ordre de vider les lieux.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est accordée moyennant le paiement d'une redevance annuelle de **105 € (CENT CINQ euros)**

Cette redevance, due à compter de la notification de ce présent arrêté, est payable annuellement et d'avance à la Caisse Régionale des Finances Publiques de la Martinique – Jardin Desclieux à Fort de France.

La redevance stipulée sera susceptible de révision annuelle dans les conditions fixées par la réglementation domaniale.

En cas de retard dans les paiements, la redevance échue portera intérêt de plein droit au profit de la Caisse Régionale des Finances Publiques de la Martinique au taux annuel applicable en matière domaniale sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

Les fractions de mois seront négligées pour le calcul des intérêts.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à partir de sa notification et à compter de sa publication au Recueil des Administratifs.

ARTICLE 10 : Le Directeur de la Mer est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et communiqué partout où besoin sera.

ARTICLE 11 :

Le présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Martinique
- Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de la Martinique (2exemplaires),
(dont un exemplaire à remettre au bénéficiaire),
- Monsieur le Directeur de la Mer,

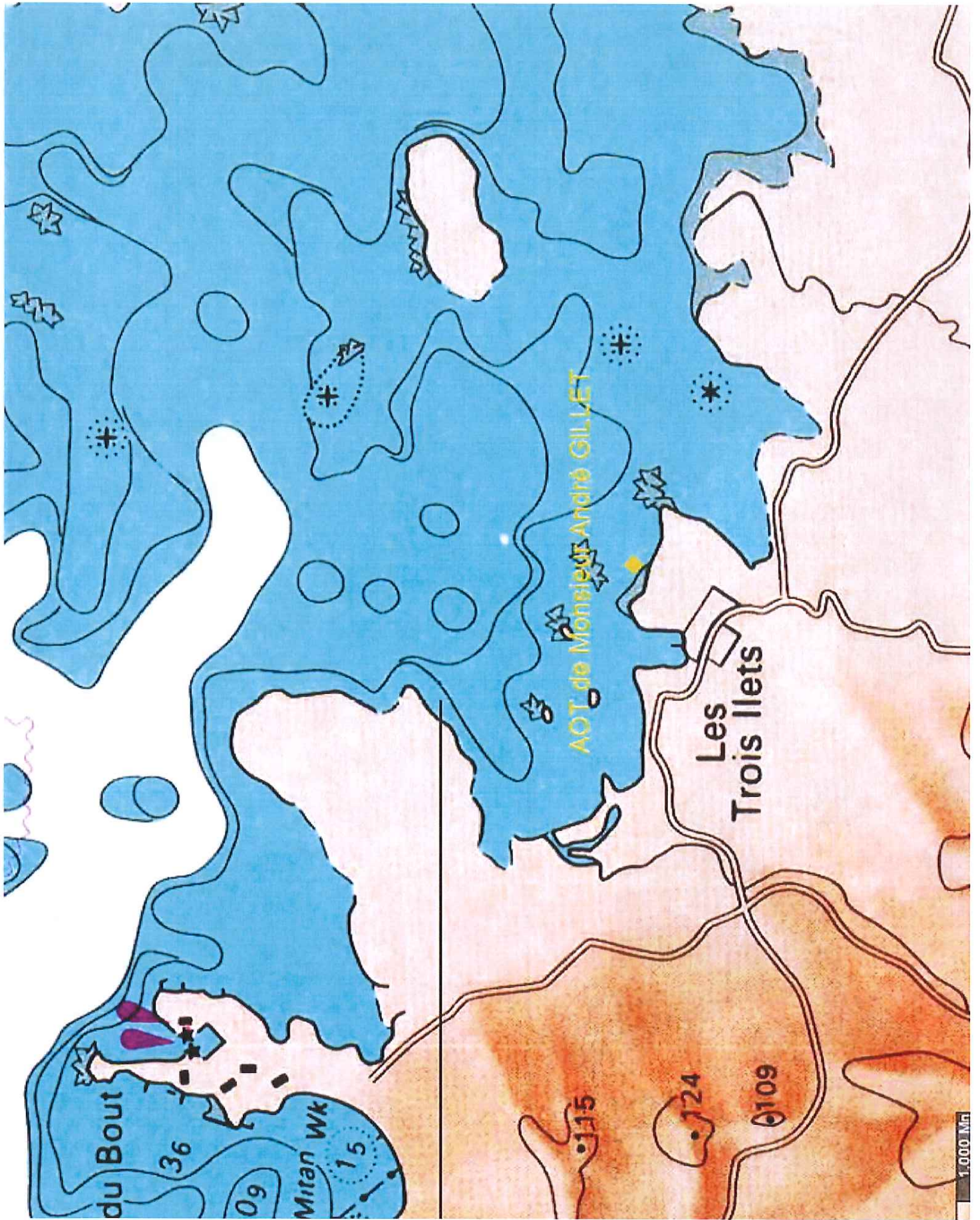
Copie à :

- Monsieur le Maire de la Ville des Trois-Ilets
- Monsieur le Sous-Préfet du Marin
- Monsieur le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique

Fait à Fort de France, le **30 JUIN 2016**

L'Administrateur des Affaires maritimes
Hervé MOUSSARON
* Directeur adjoint de la mer

Rue Victor Sévère - B.P. 647 - 648 - 97262 FORT-DE-FRANCE CEDEX
Tél. : 0596 39 36 00 - Télécopie : 0596 71 40 29



DIRECTION DE LA MER DE LA MARTINIQUE

R02-2016-07-01-001

Arrêté portant modification de la DM Martinique



PRÉFECTURE DE LA MARTINIQUE

Direction de la mer de la Martinique

ARRETE n°

*Portant modification de l'organisation
de la Direction de la mer de la Martinique*

LE PREFET DE LA MARTINIQUE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code des transports ;

VU le code de la défense ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

VU le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de M. Fabrice RIGOLET-ROZE en qualité de préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;

Après consultation par le Directeur de la Mer de la Martinique du comité technique le 24 mai 2016 ;

VU la décision n°195-2013 portant organisation des services de la Direction de la mer de la Martinique ;

SUR proposition du Directeur de la Mer de la Martinique,

ARRETE

ARTICLE 1 : La direction de la Mer de la Martinique comprend les entités suivantes :

- la direction
- le secrétariat général
- quatre services à compétence régionale :
 - le service régulation des activités et des usages maritimes et littoraux
 - le service navigation, emploi et formation maritimes
 - le service développement des activités maritimes
 - le service de santé des gens de mer

- deux services spécialisés à compétence interrégionale :
 - le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Antilles-Guyane
 - le centre de sécurité des navires Antilles-Guyane

ARTICLE 2 : la direction est composée d'un directeur et d'un directeur-adjoint. Le directeur-adjoint représente le directeur et le supplée en cas d'absence ou d'empêchement; il a autorité sur tous les agents de la direction de la mer mais ne constitue pas un niveau hiérarchique.

- Le directeur-adjoint suit en propre les dossiers que lui confie le directeur ;
- Il participe aux grands travaux et chantiers stratégiques ;
- Il coordonne, en cas de besoin, l'action de plusieurs services amenés à intervenir sur un même sujet ;
- Il suit en tant que « référent » les dossiers du CROSS AG, du CSN AG et du service RAUM.
- Il est le référent « qualité » et « formation » de la direction.

L'organisation de la Direction fait l'objet d'une décision particulière du directeur.

ARTICLE 3 : le secrétariat général, dirigé par le secrétaire général assisté du secrétaire général-adjoint, assure l'ensemble des fonctions supports visant au fonctionnement courant de la DM :

- **processus « ressources humaines »** (gestion de proximité de l'ensemble des personnels affectés dans les services de la DM, lien avec la DEAL, plan formation)
- **processus comptable et financier** (préparation du dialogue de gestion, notification des budgets aux centres de coût, suivi de l'exécution du budget en lien avec la plate-forme Chorus, passation et suivi des marchés mutualisés,
- **politique immobilière et gestion du patrimoine immobilier**
- **fonction logistique**
- **fonction assistance-secrétariat**
- **support informatique** : sécurité des systèmes informatiques, gestion administrative et technique des moyens informatiques, assistance bureautique des services, maintenance des matériels et des réseaux locaux, hormis les installations techniques du CROSS AG, diffusion des applications informatiques et définition des besoins de formation informatiques. Il sollicite le concours des agents compétents du service technique et informatique du CROSS AG.

Le secrétaire général est délégué à l'autorité de gestion.

Le secrétaire général est responsable de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail. Il s'appuie sur l'assistant de prévention nommé par le directeur.

Il est aussi référent « égalité homme-femme » et référent « développement durable ».

ARTICLE 4 : le service régulation des activités et des usages maritimes et littoraux est composé :

- d'un **chef de service**, cadre coordonnateur de la police des pêches, cadre coordonnateur de l'Unité Littorale des Affaires Maritimes (ULAM), correspondant du CODAF et personnel ressources du GIR.
- d'une **Unité Littorale des Affaires Maritimes (ULAM)** chargée des missions de surveillance et de police des activités, du domaine public et de l'environnement maritimes, Les agents de l'ULAM sont chargés également des visites de sécurité des navires de pêche (dans des conditions précisées par ordre de service) et du contrôle des établissements de formation aux permis Mer.
- d'une **Unité Phares et Balises - (UPB)** qui a en charge la maintenance des établissements de signalisation maritime et la gestion du stock de matériel POLMAR.

- d'un pôle « gestion du domaine public maritime » chargé de l'instruction des demandes d'occupation et d'usages du DPM, de la police du DPM (lutte contre les occupations illicites), de l'organisation des commissions nautiques et de l'instruction des manifestations nautiques.
- d'un pôle « **réglementation-environnement** » chargé de la réglementation des pêches, et de la navigation, des dossiers relatifs à l'environnement marin (aires marines protégées, habitats et espèces, qualité de l'eau), de la gestion des concessions conchylicoles et aquacoles.

ARTICLE 5 : le service navigation, emploi et formation maritimes, dirigé par un chef de service assisté d'un adjoint, est chargé de :

- la gestion administrative du marin professionnel,
- la gestion administrative des navires professionnels et des navires de plaisance,
- certaines missions liées à la protection sociale des marins professionnels pour le compte de l'établissement national des Invalides de la Marine (ENIM),
- l'emploi maritime et la mise en œuvre des dispositifs en faveur de l'emploi,
- le suivi des relations avec l'inspection du travail et le suivi des contentieux relatifs aux contrats d'engagement maritime,
- la tutelle pédagogique et académique de l'école de formation professionnelle maritime et aquacole de La Trinité,
- la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et de l'instruction des dossiers de validation des acquis de l'expérience,
- l'organisation et du suivi des permis Mer.

ARTICLE 6 : le service développement des activités maritimes est composé de trois pôles :

- **le pôle "aides publiques au développement des activités maritimes"** chargé
 - d'instruire les dossiers d'aides économiques (mesures nationales du FEAMP, admissibilité des demandes au titre des mesures régionalisées, engagement des contreparties de l'État, dispositifs exemptés, CPER, plan chlordécone/PITE...),
 - de donner un avis sur les demandes d'acquisition de navires de plaisance en défiscalisation,
 - de mettre en place les dispositifs d'accompagnement social et fonds de secours (catastrophes naturelles),
 - de suivre les aides d'État au secteur de la pêche.
- **le pôle "suivi et encadrement de l'économie maritime"** qui assure les missions :
 - de tutelle administrative ou financière de certaines structures (CRPMEM, la station de pilotage, coopératives maritimes),
 - de suivi et d'animation de l'économie maritime (animation des filières pêche et aquaculture notamment au travers de la COREPAM, le suivi des services portuaires, de l'économie de la plaisance, des énergies marines, du tourisme maritime, etc.) en partenariat avec les collectivités territoriales et les services de l'État ou des collectivités dans le domaine économique et financier (CDC, ASP, AFD...),
 - d'encadrement de la flotte de pêche et du transport maritime sous pavillon tiers: suivi de la capacité de la flotte de pêche, suivi du pavillon français pour les services portuaires.
- **le pôle "politique maritime intégrée"** chargé :
 - du secrétariat et de l'animation du Conseil maritime ultra-marin du Bassin des Antilles,
 - du pilotage de la rédaction du document stratégique de bassin,
 - de la planification maritime et littorale (avis sur les documents de planification spatiale).

ARTICLE 7 : le Service de santé des gens de mer à la Martinique est composé d'un médecin à mi-temps et d'une infirmière.

Il est chargé d'assurer la médecine d'aptitude et de prévention des gens de mer à la Martinique. Il est chargé par ailleurs de la prévention des risques professionnels maritimes.

Les agents du service sont placés sous l'autorité du directeur de la mer.

ARTICLE 8 : le Centre opérationnel de surveillance et de sauvetage en mer Antilles-Guyane (CROSS AG) assure les missions suivantes :

- la coordination des secours, de la recherche et du sauvetage des personnes en détresse en mer,
- la surveillance de la navigation maritime commerciale,
- la surveillance des pollutions,
- la diffusion du renseignement de sécurité maritime,
- la coordination de la police des pêches en mer,
- la centralisation de l'information maritime à caractère environnemental et la diffusion des orientations de contrôle et de surveillance dans les aires marines protégées aux moyens étatiques,
- l'organisation et la conduite d'exercices dans le cadre des plans ORSEC.

Le directeur du CROSS AG est le représentant permanent des préfets délégués du Gouvernement pour l'action de l'État en Mer de la zone Antilles et de la zone Guyane pour les missions de coordination du sauvetage en mer et de surveillance de la navigation maritime.

Le CROSS agit pour le compte des directeurs de la Mer de son secteur d'intervention, s'agissant des missions dans les domaines du contrôle des pêches et de l'information environnementale.

L'organisation du CROSS AG fait l'objet d'une instruction permanente visée annuellement par le directeur de la Mer.

ARTICLE 9 : le Centre de sécurité des navires Antilles-Guyane dont le siège est en Martinique, dispose d'antennes en Guadeloupe, à Saint-Martin et en Guyane. Il dispose du concours des ULAM 971 et 972. Il est chargé :

- de la délivrance des titres de sécurité des navires battant pavillon français,
- du contrôle des normes de sécurité et des normes environnementales à bord des navires battant pavillon français,
- de l'application du code de gestion de la sûreté, de la sécurité et de la convention sur le travail maritime,
- du contrôle de l'État du port au titre du Mémorandum de la Caraïbe,
- de l'instruction des dossiers et du secrétariat de la commission régionale de sécurité,
- de l'évaluation des navires à risques

Par ailleurs, le Centre de sécurité des navires assure une mission d'expertise et de conseil. Il participe à l'évaluation des projets présentés par les armateurs.

ARTICLE 10 : la décision n°195/2013 est abrogée.

ARTICLE 11 : les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter du 1^{er} juillet 2016.

ARTICLE 12 : Le secrétaire Général de la préfecture et le Directeur de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Fort-de-France, le - 1 JUIL. 2016

Le préfet de la Martinique

Fabrice RIGOUTET-ROZE